

Mian Media

Inform & Engage Africa



Visitez notre site internet
www.mianmedia.com

Découvrez notre univers sur :



SOMMAIRE

LIBULA

FESTIVAL DE CANNES : GABRIEL SOULEYKA EXPLORE LA SPIRITUALITÉ AFRICAINE DANS LE DOCUMENTAIRE L'ÂME DE L'AFRIQUE - THE SOUL OF AFRICA	8
BÉNIN : LE KATAKLÈ, 27 ^E TRÉSOR ROYAL, RENTRE À COTONOU	9
SECONDE GUERRE MONDIALE : LE RÔLE CRUCIAL DE L'AFRIQUE DANS LA VICTOIRE DE 1945	10
RESTITUTION DU TAMBOUR PARLEUR DJIDJI AYOKWÊ : UNE VICTOIRE DIPLOMATIQUE ET PATRIMONIALE POUR LA CÔTE D'IVOIRE	11
SAMI TCHAK ET ANANDA DEVI : UNE COMPLICITÉ LITTÉRAIRE AU SERVICE DE LA CRÉATION	12
VALENTIN-YVES MUDIMBE (1941-2025) : DISPARITION D'UN GÉANT DE LA PENSÉE AFRICAINE	13

SAKAFO

SÉNÉGAL : LES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DE KAYAR CONFRONTÉS À UNE GRAVE CRISE DE COMMERCIALISATION	16
L'ABLO : UN INCONTOURNABLE DE LA CUISINE OUEST-AFRICAINE	17

HAMANIÈ

ARTICLE HAMANIÈ	19 - 26
ÉDITO - ROLAND KOUAKOU	27
« TOUT EST POLITIQUE » : UN PODCAST POUR UNE PAROLE POLITIQUE DIFFÉRENTE	28

GRAND FORMAT

**MARIE-THÉRÈSE BOUA
N'GUESSAN**



29 - 37

ALMASI

INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE : QUAND LES FABRICATIONS CHINOISES INONDENT LES MARCHÉS AFRICAINS	40
RWANDA : LE STYLISTE MOSES TURAHIRWA DEVANT LA JUSTICE, ENTRE ACCUSATIONS DE DROGUE ET LIBERTÉ D'EXPRESSION	41

RDC : 182 NOUVEAUX CAS DE MPOX CONFIRMÉS À KINSHASA, DONT 30 À LA PRISON MILITAIRE DE NDOLO	43
MADAGASCAR : L'OMS DÉCLARE LA FIN DE L'ÉPIDÉMIE DE POLIOMYÉLITE	44
CÔTE D'IVOIRE : LES CENTRES MÈRE KANGOUROU, UN ESPOIR POUR LES PRÉMATURÉS	45
PALUDISME : EN AFRIQUE, UNE ÉRADICATION D'ICI 2030 DE PLUS EN PLUS INCERTAINE	46
CÔTE D'IVOIRE : UNE HAUSSE DU BUDGET SANTÉ EN 2025 POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE SOINS	47

BRICS : LES PAYS MEMBRES S'ACCORDENT SUR UNE INITIATIVE AUDACIEUSE POUR LE CLIMAT	49
ÉTATS-UNIS : ÉCHANGES TENDUS ENTRE DONALD TRUMP ET CYRIL RAMAPHOSA À LA MAISON BLANCHE	50
RUSSIE : POUTINE CÉLÈBRE LES 80 ANS DE LA VICTOIRE CONTRE L'ALLEMAGNE NAZIE PAR UNE PARADE MILITAIRE MASSIVE À MOSCOU	51
AFFRONTEMENTS INDE-PAKISTAN : UNE ESCALADE INQUIÉTANTE AU CŒUR D'UN CONFLIT HISTORIQUE	52
BRÉSIL - CHINE : LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE S'ENFONCENT AU CŒUR DE L'AMAZONIE	53
AFRIQUE DU SUD : CYRIL RAMAPHOSA RELANCE LA QUÊTE DE JUSTICE POUR LES CRIMES DE L'APARTHEID	54
KENYA-CHINE : WILLIAM RUTO CHOISIT PÉKIN POUR REDESSINER L'ÉQUILIBRE DIPLOMATIQUE AFRICAIN	55
INDE-ÉTATS-UNIS : J.D. VANCE SCELLE UN RAPPROCHEMENT POLITIQUE ET COMMERCIAL SOUS LE REGARD DE NARENDRA MODI	56
RUSSIE-TALIBANS : VERS UNE NORMALISATION PRAGMATIQUE DES RELATIONS	57



NOTRE HISTOIRE

Mian Media est un média dédié à la création de contenus de qualité et à l'accompagnement stratégique des marques. Avec un accent particulier sur les réalités africaines, Mian Media s'efforce de proposer des solutions adaptées aux besoins de ses clients, en alliant innovation et authenticité.

Nous sommes fiers de notre passage au sein de l'incubateur parisien spécialisé « The Media House ».

Rattaché au pôle d'excellence du digital de l'ESSEC Business School, cet incubateur bénéficie du soutien d'ESSEC Ventures, reconnu pour son expertise depuis sa création en 2000, ayant accompagné plus de 400 entreprises.

Grâce à des formations spécialisées de haut niveau, un accompagnement personnalisé, et un accès aux réseaux de partenaires, il offre un cadre optimal pour assurer la pérennité des projets et le succès des start-ups.

NOS MISSIONS

Contribuer à changer le narratif autour de l'Afrique

Servir de pont entre l'Afrique et le monde, en mettant en avant les histoires, les idées, et les créations qui émanent de notre continent

Mettre en lumière les réussites africaines, qu'elles soient culturelles, économiques, technologiques, ou sociales, et ainsi contribuer à une meilleure compréhension et appréciation de l'Afrique à l'échelle mondiale

Fournir un contrepoids aux récits réducteurs

QUELQUES DONNÉES CLÉS

Mian Media
et ses thématiques c'est :



7 sites internet
en opération



+120 000
Followers



+5000
Followers



+4000
Followers



+2000
Followers



+2500
Followers

NOS THÉMATIQUES

Mian Media



BRICS & CO



Découvrez l'univers MIAN MEDIA sur : www.mianmedia.com

B

LIBULA

Libula, qui signifie "héritage" en lingala, est la thématique de Mian Media dédiée à la culture, l'histoire, et la société africaines. Cette rubrique met en lumière une Afrique fière, conquérante, et ambitieuse, tout en célébrant les héros qui ont façonné son identité. Libula se veut un hommage aux femmes et aux hommes qui ont marqué le continent, mais aussi un rappel de l'histoire tumultueuse qui a forgé l'âme africaine. À travers les récits, les traditions, et les symboles du passé, Libula célèbre la richesse du patrimoine africain tout en offrant un espace pour réfléchir sur la voie à tracer pour l'avenir. Ce voyage entre passé et futur est une invitation à redécouvrir la grandeur de l'Afrique, à travers ses luttes, ses succès, et ses espoirs.



www.libula.media



+ 15.000
abonnés



+ 500
abonnés



+ 700
abonnés



Gabriel Souleyka, historien de formation ayant passé une partie de sa vie aux États-Unis, franchit un cap marquant dans sa trajectoire intellectuelle et artistique avec la réalisation de son premier documentaire : *L'Âme de l'Afrique – The Soul of Africa*. Présenté au Festival de Cannes, ce film captivant s'intéresse à la profondeur et à la complexité des traditions spirituelles africaines. Il soulève une interrogation fondamentale : quelles étaient les pratiques religieuses des Africains avant l'arrivée du christianisme et de l'islam ? Et, dans l'Afrique contemporaine, comment ces religions coexistent-elles avec les cultes ancestraux ?

Pour Gabriel Souleyka, cette démarche est à la fois scientifique, identitaire et existentielle. Lors de ses recherches, il rencontre Maître Tété Wilson Bahun, figure emblématique de la préservation des traditions vaudou au Togo. Fondateur du Festival des divinités noires, Bahun défend un patrimoine culturel d'une richesse remarquable, constitué d'un panthéon de 41 divinités. Ce festival, unique en son genre, célèbre la vitalité de la spiritualité africaine à travers des rituels initiatiques, des danses, des sacrifices symboliques, et des dialogues entre initiés.

Cette rencontre constitue un tournant pour le réalisateur. Elle lui permet d'entrer dans un univers souvent méconnu, voire caricaturé, en se confrontant directement aux croyances qui façonnent la vie quotidienne de milliers de personnes. « L'idée, c'était vraiment d'aller au cœur de la foi pour comprendre les convictions de chacun, et répondre à cette question essentielle : qu'est-ce qu'il y avait avant, et comment vit-on ensemble aujourd'hui malgré la diversité religieuse ? », confie-t-il.

Le documentaire ne se limite pas à un travail de mémoire. Il interroge la dynamique de coexistence entre traditions et modernité, entre cultes africains anciens et religions dites révélées. À travers les témoignages de prêtres, de pratiquants et de chercheurs, Souleyka met en lumière la manière dont les croyances ancestrales ont su évoluer sans disparaître, en s'adaptant aux réalités imposées par l'histoire coloniale, la mondialisation religieuse et les mutations sociales contemporaines.

FESTIVAL DE CANNES : GABRIEL SOULEYKA EXPLORE LA SPIRITUALITÉ AFRICAINE DANS LE DOCUMENTAIRE L'ÂME DE L'AFRIQUE – THE SOUL OF AFRICA



L'Âme de l'Afrique est aussi un plaidoyer contre l'oubli et le rejet des racines spirituelles africaines. Il rappelle que ces traditions ne sont ni archaïques ni dépassées, mais qu'elles portent en elles une vision du monde, des valeurs, une cosmologie, et une éthique du vivre-ensemble profondément enracinées dans le continent. Le film donne à voir une Afrique plurielle, qui interroge son passé spirituel pour mieux comprendre son présent et imaginer son avenir.

En mettant en scène la résistance symbolique des croyances africaines face aux hégémonies culturelles, Gabriel Souleyka contribue à restaurer leur dignité et à enrichir le débat sur l'identité africaine. Son œuvre s'inscrit dans une démarche de réappropriation culturelle, de transmission et de dialogue entre les spiritualités.

En somme, *L'Âme de l'Afrique – The Soul of Africa* est une œuvre essentielle. Elle invite à repenser la spiritualité africaine non comme une survivance folklorique, mais comme une composante vivante et constitutive des sociétés africaines. Par sa sensibilité, son exigence documentaire et sa profondeur de regard, Gabriel Souleyka offre un film à la fois érudit et accessible, qui touche à l'intime et à l'universel. Un véritable acte de mémoire et de reconnaissance pour une Afrique spirituelle trop longtemps marginalisée.

Le Bénin célèbre une nouvelle victoire dans son processus de restitution patrimoniale. Le Katakè, tabouret royal cérémoniel du royaume du Dahomey, a été officiellement rapatrié de Finlande le 13 mai 2025. Cette œuvre précieuse devient ainsi le 27^e trésor royal restitué au Bénin, après les 26 pièces emblématiques récupérées de France en novembre 2021.

Symbole du pouvoir royal, le Katakè est un siège à trois pieds, utilisé lors de cérémonies d'apparat. Il avait été exposé pendant plusieurs années au Musée national de Finlande, à Vantaa, avant d'être identifié comme une pièce spoliée lors de la période coloniale. Pillé par les troupes françaises il y a plus d'un siècle, l'objet avait mystérieusement trouvé refuge dans une collection finlandaise, loin de son lieu d'origine au palais d'Abomey.

BÉNIN : LE KATAKLÈ, 27^E TRÉSOR ROYAL, RENTRE À COTONOU

La restitution a été rendue possible grâce à une volonté politique partagée. Une délégation finlandaise, conduite par la ministre de la Culture Mari-Leena Talvitie, est attendue ce week-end à Cotonou pour remettre officiellement l'œuvre aux autorités béninoises. Des hommes d'affaires accompagnent également cette visite culturelle, qui s'inscrit dans un cadre de coopération bilatérale élargi.

Ce retour marque une nouvelle étape dans la dynamique impulsée par le président Patrice Talon depuis 2016. En novembre 2021, le Bénin avait accueilli avec faste 26 œuvres majeures, fruit d'un accord historique avec la France, après 129 années d'exil. Parmi les pièces emblématiques restituées figuraient des statues royales, des récades et des portes sculptées.



La question des restitutions reste toutefois sensible. En décembre 2024, une récade ayant appartenu au roi Béhanzin avait failli être vendue aux enchères à Paris dans le cadre d'une vente intitulée Tribal Exception, organisée par la maison Millon. Présentée comme un « don » du souverain déchu aux troupes coloniales françaises lors de sa reddition en 1894, cette récade avait en réalité été confisquée dans un contexte de domination militaire. Grâce à la mobilisation des autorités béninoises, appuyées par la Fondation Zinsou, l'objet avait finalement été retiré du catalogue. Le ministre de la Culture, Jean-Michel Abimbola, a rappelé que cette récade devait impérativement rejoindre la collection nationale. Il s'agit, selon lui, d'un devoir historique et d'une exigence de mémoire.

Patrice Talon continue de plaider pour le retour des objets encore retenus à l'étranger, notamment le dieu Gou et la tablette du Fâ, toujours en France. Si certains blocages demeurent,

le chef de l'État reste confiant : « Nous finirons par récupérer ce qui nous appartient, ce qui appartient au peuple béninois. »

Le rapatriement du Katakè illustre ainsi la montée en puissance d'un mouvement africain de réappropriation culturelle, porté par une volonté politique forte et un dialogue international en évolution. À travers ces retours, c'est bien l'histoire du Bénin qui se recompose, et sa souveraineté symbolique qui se reconstruit.



SECONDE GUERRE MONDIALE : LE RÔLE CRUCIAL DE L'AFRIQUE DANS LA VICTOIRE DE 1945

Alors que l'Europe commémore le 8 mai 1945 comme la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le continent, une part essentielle de cette victoire demeure encore largement sous-estimée : celle de l'Afrique. Engagée sur plusieurs fronts sous les drapeaux français et britanniques, l'Afrique a été un acteur militaire, logistique et stratégique majeur de la guerre. Des centaines de milliers de soldats africains ont combattu, sacrifié leur vie et nourri l'espoir d'un monde plus juste, au prix d'un engagement qui a profondément bouleversé les équilibres coloniaux.

Une mobilisation à grande échelle

Dès 1940, l'Afrique constitue un réservoir humain déterminant. Environ 500 000 hommes issus des colonies françaises — Maghrébins, Africains subsahariens, Malgaches — sont mobilisés. Parmi eux, les 179 000 tirailleurs dits «sénégalais», dont 40 000 engagés dans les combats, et 320 000 Maghrébins, participent activement aux opérations militaires sur le sol européen. Ces soldats seront en première ligne durant la campagne de France, et nombre d'entre eux paieront le prix fort, victimes des représailles nazies. Des massacres ciblés de soldats noirs, comme à Chasselay ou Clamecy, marquent l'horreur d'un racisme institutionnalisé jusque dans les combats.

L'Afrique-Équatoriale française, bastion de la France libre

Après la débâcle de juin 1940, le général de Gaulle trouve un soutien inattendu sur le continent africain. Le 26 août 1940, le Tchad est le premier territoire à le rallier, sous l'impulsion de Félix Eboué, gouverneur du territoire. Ce soutien est stratégique : il permet à la France libre de disposer d'une base arrière logistique, humaine et politique. Depuis

Brazzaville, qui devient la capitale symbolique de la Résistance française jusqu'en 1943, les troupes du général Leclerc entament leurs premières offensives contre les forces de l'Axe en Libye, amorçant la reconquête.

Une contribution décisive mais effacée

Dans les dernières phases de la guerre, les troupes africaines prennent part aux campagnes d'Italie et au débarquement de Provence. Cependant, leur visibilité sera réduite par le phénomène du « blanchiment » des troupes, imposé par les autorités américaines, qui exigent que les soldats africains soient remplacés par des métropolitains avant les grandes offensives. Un effacement symbolique, douloureux, qui laisse des traces dans la mémoire collective des anciens combattants.

Malgré cette mise à l'écart, plusieurs milliers d'Africains et de Malgaches rejoignent les Forces françaises de l'intérieur (FFI), intégrant la Résistance. Des figures comme Addi Ba, tirailleur guinéen devenu résistant dans les Vosges, incarnent cet engagement oublié. Plus de 38 000 Africains, Maghrébins et Malgaches trouvent la mort durant le conflit, sans compter les blessures physiques et morales.

Le choc de l'après-guerre : promesses trahies, révoltes déclenchées

Alors que la guerre avait nourri des espoirs d'émancipation, la répression de la manifestation du 8 mai 1945 à Sétif en Algérie vient doucher les illusions. Ce jour-là, alors même que la victoire est célébrée, des centaines, voire des milliers d'Algériens indépendantistes sont tués par l'armée française. Cette fracture marque le début du processus de décolonisation, nourri par la frustration et la colère des anciens soldats, trahis par la République qu'ils ont défendue.

Des leaders comme Ahmed Ben Bella, futur président de l'Algérie indépendante, ont combattu dans les rangs de l'armée française. Leur trajectoire témoigne d'un basculement : le combat pour la liberté européenne a planté les graines d'une lutte pour la liberté africaine.



Le Sénat français a adopté à l'unanimité un projet de loi historique autorisant la restitution pleine et entière du Tambour Parleur Djidji Ayokwê à la Côte d'Ivoire. Cette décision marque une étape décisive dans le long processus de réappropriation du patrimoine culturel africain, amorcé depuis plusieurs années par les autorités ivoiriennes.

Le Djidji Ayokwê, tambour sacré et emblématique de la communauté Atchan, avait été soustrait en 1916 par l'administration coloniale française. Objet rituel et outil de communication à longue distance, il incarne à la fois l'autorité coutumière, la spiritualité et la mémoire collective de ce peuple de la région d'Abidjan.

Un aboutissement salué par Abidjan

La ministre ivoirienne de la Culture et de la Francophonie, Françoise Remarck, s'est réjouie de cette avancée législative, soulignant son caractère symbolique fort. Elle a rappelé que cette adoption au Sénat constitue une étape-clé, mais que l'approbation définitive par l'Assemblée nationale française reste encore nécessaire pour sceller juridiquement le retour de l'objet sacré.

Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la Convention de restitution signée le 18 novembre 2024 à Paris entre la France et la Côte d'Ivoire, qui prévoit les modalités concrètes de transfert du tambour. Elle témoigne d'une volonté politique partagée de réparer une injustice patrimoniale vieille de plus d'un siècle.

Le rôle moteur des autorités ivoiriennes

Dans son allocution, Françoise Remarck a salué l'engagement constant du Président Alassane Ouattara, ainsi que le soutien actif du Premier ministre Robert Beugré Mambé, natif de la région atchan. Leur mobilisation a été décisive pour maintenir la question de la restitution à l'agenda diplomatique et culturel entre les deux pays.

La ministre a également rendu hommage à la Commission de la culture du Sénat français, présidée par Laurent Lafon, pour son écoute et son implication. Elle a évoqué une coopération exemplaire entre institutions muséales, chercheurs, diplomates et acteurs locaux des deux pays.

RESTITUTION DU TAMBOUR PARLEUR DJIDJI AYOKWÊ : UNE VICTOIRE DIPLOMATIQUE ET PATRIMONIALE POUR LA CÔTE D'IVOIRE



Une coopération scientifique et muséale exemplaire

Le retour du Djidji Ayokwê est aussi le fruit d'une collaboration technique étroite entre le Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire, récemment rénové, et le Musée du Quai Branly – Jacques Chirac, où le tambour est actuellement conservé. Ce partenariat a permis la numérisation en 3D de l'objet, la documentation de son histoire, ainsi que la formation de conservateurs ivoiriens dans les domaines de la préservation et de la muséographie.

Des institutions telles que France Diplomatie et Expertise France ont également joué un rôle essentiel dans cette démarche, tout comme les chercheurs, anthropologues, et membres des communautés locales, qui ont contribué à retracer la trajectoire culturelle et politique du tambour.

Un signal fort pour la restitution des biens africains

Alors que de nombreuses voix s'élèvent en Afrique pour réclamer le retour de leurs trésors spoliés, la restitution du Djidji Ayokwê constitue un précédent fort et inspirant. Il ne s'agit pas seulement d'un objet d'art ou d'un artefact : ce tambour est un symbole vivant de souveraineté culturelle, un témoignage précieux de l'histoire précoloniale ivoirienne, et un vecteur de transmission intergénérationnelle.

SAMI TCHAK ET ANANDA DEVI : UNE COMPLICITÉ LITTÉRAIRE AU SERVICE DE LA CRÉATION

Paru dans la collection Continents noirs chez Gallimard, *Profaner Ananda* est bien plus qu'un hommage à une figure majeure de la littérature mauricienne. Dans ce texte singulier coécrit avec Annie Ferret, le romancier Sami Tchak ouvre les portes d'une amitié littéraire de plus de vingt ans avec Ananda Devi, tissée de correspondances, de lectures croisées, de silences complices et de profond respect. Ce livre hybride, à la croisée de l'essai, de la lettre et de la fiction, interroge à la fois la création, l'admiration, et les limites du discours critique lorsqu'il touche au sacré littéraire.

Un titre provocateur pour une révérence poétique. Le choix du titre, *Profaner Ananda*, n'est pas anodin. Il bouscule, interroge, surprend. Sami Tchak, fidèle à sa liberté de ton, précise d'emblée : « Profaner, c'est aussi reconnaître le sacré. » Il ne s'agit donc pas d'un geste de désacralisation destructrice, mais plutôt d'une tentative d'entrer dans le sanctuaire de l'œuvre de Devi, pour mieux en révéler l'intensité, la beauté et les secrets. Il s'agit de poser sur cette écriture une parole tendre mais lucide, d'oser une familiarité littéraire qui ne soit ni caricaturale ni révérencieuse, mais habitée par la conscience de sa profondeur.

Une œuvre née d'un dialogue à trois voix

Le projet a vu le jour à partir d'une commande universitaire adressée à Annie Ferret, autour de l'œuvre d'Ananda Devi. Sami Tchak, qui nourrissait de son côté un projet similaire, a proposé une fusion des écritures. C'est dans le cadre d'une résidence d'écriture à la Villa Salaambô de Tunis que le texte prend corps. La forme du livre épouse alors l'intimité de la relation : citations de Devi, fragments de lettres, souvenirs partagés, regards

croisés. L'ensemble compose une polyphonie dans laquelle les voix de Ferret, Tchak et Devi se répondent, se provoquent, s'illuminent.

Une admiration fondatrice

Tchak évoque sa première rencontre avec Ananda Devi à travers son roman *Moi, l'interdite* (2000), un choc littéraire qui ne l'a jamais quitté. Depuis, il n'a cessé de lire, relire, dialoguer avec ses textes. Cette admiration, qui aurait pu être figée dans une posture de disciple, se transforme avec le temps en un compagnonnage d'écriture, nourri de respect mutuel, de conseils échangés et d'une profonde écoute. Ananda Devi devient une présence tutélaire, mais jamais écrasante : un miroir, une muse, une interlocutrice.

Au-delà de la littérature, une amitié vivante

Mais *Profaner Ananda* ne se résume pas à une exégèse affective. Il est aussi le récit d'une amitié vivante, où les mots deviennent les vecteurs d'une compréhension intime. Sami Tchak se livre avec pudeur et humour : il dit lire Devi comme on cherche à deviner quelqu'un derrière un voile, à saisir les élans d'une âme dans les pliures du langage. Il reconnaît aussi ce que sa propre écriture doit à cette proximité : un raffinement, un effacement de soi, une attention renouvelée aux blessures et aux silences.

Une réflexion plus large sur la littérature africaine

L'ouvrage prend aussi la forme d'un manifeste discret pour une littérature africaine décomplexée, ouverte aux influences multiples. Tchak, qui cite volontiers Dostoïevski, Faulkner, García Márquez ou Césaire, plaide pour une éducation littéraire qui ne se limite ni aux canons occidentaux, ni à un repli identitaire. Il regrette que les programmes scolaires en Afrique soient encore trop peu ouverts aux voix africaines contemporaines, et trop peu traversés par la diversité du monde. En cela, *Profaner Ananda* devient aussi une défense et illustration de la circulation des imaginaires, de l'importance de nourrir sa langue de toutes les autres.



Dans la nuit du 21 au 22 avril 2025, le monde intellectuel africain a perdu l'un de ses penseurs les plus brillants. Valentin-Yves Mudimbe, philosophe, écrivain et professeur émérite, s'est éteint à l'âge de 83 ans en Caroline du Nord (États-Unis), où il résidait depuis plusieurs années. Avec lui disparaît une figure majeure des études postcoloniales et l'un des rares intellectuels africains dont l'œuvre a rayonné avec force aussi bien dans les mondes francophone qu'anglophone.

Un parcours singulier, entre foi, philosophie et exil

Né le 8 décembre 1941 à Likasi, dans la province du Haut-Katanga (RDC), Mudimbe fut élevé dans la tradition bénédictine. Il fit son noviciat dans un monastère catholique avant de quitter la vie religieuse à 21 ans pour poursuivre des études de philosophie à l'Université de Louvain, en Belgique. Il entama sa carrière universitaire à l'Université de Lubumbashi, où il se fit remarquer dans les cercles littéraires et académiques du Congo.

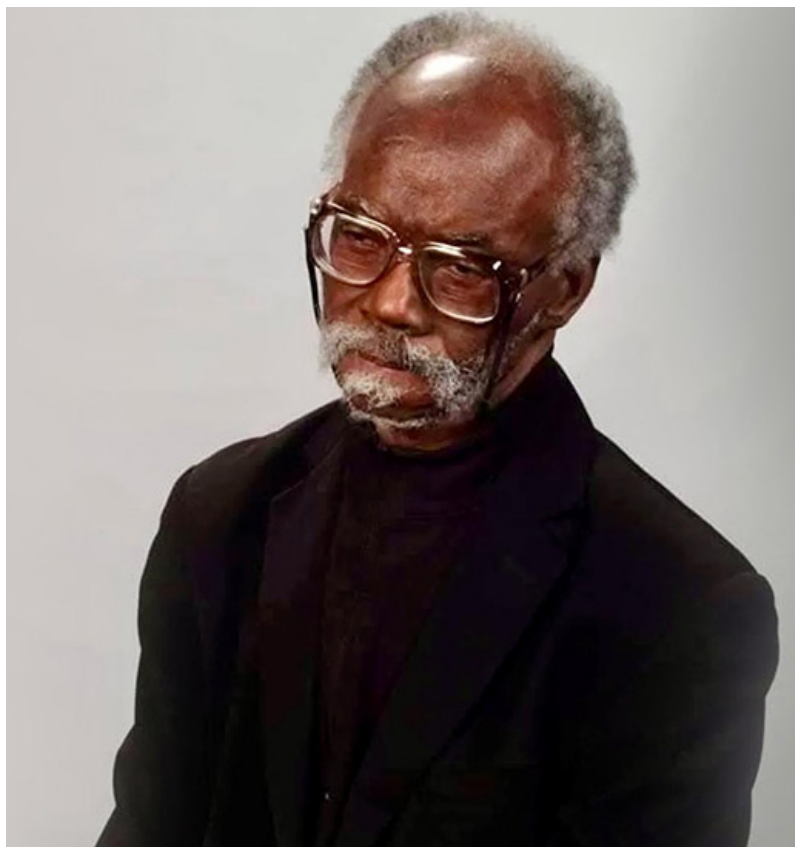
VALENTIN-YVES MUDIMBE (1941-2025) : DISPARITION D'UN GÉANT DE LA PENSÉE AFRICAINE

Mais en 1979, sous le régime autoritaire de Mobutu, Mudimbe fut contraint à l'exil. D'abord en Europe, puis aux États-Unis, où il enseigna dans plusieurs universités prestigieuses, dont Stanford, Duke University et l'Université du Michigan. Ce déplacement géographique allait correspondre à un basculement décisif dans sa production intellectuelle.

L'inventeur d'une bibliothèque africaine

L'œuvre majeure de Mudimbe, *L'Invention de l'Afrique* (The Invention of Africa, 1988), constitue un tournant dans les études africaines. À travers une analyse rigoureuse des récits produits par les explorateurs, missionnaires et anthropologues européens sur l'Afrique, il développe la notion de « bibliothèque coloniale », cet ensemble de savoirs et de représentations qui ont façonné une vision eurocentrée et figée du continent africain.

Son ambition : libérer la pensée africaine des carcans hérités de la colonisation intellectuelle, et construire une « bibliothèque africaine »



fondée sur des référents propres, en dialogue avec le monde mais affranchie de ses hiérarchies implicites.

Comme l'explique la philosophe Nadia Yala Kisukidi, son apport est fondamental : « Mudimbe y démontre comment l'objet africain a été construit par les savoirs coloniaux européens à la fin du XIXe siècle. Il pose la question cruciale : peut-on penser l'Afrique en dehors des cadres conceptuels imposés par cette bibliothèque coloniale ? »

Un double héritage : littérature francophone, pensée critique anglophone
L'œuvre de Mudimbe est marquée par une bifurcation linguistique et thématique. En français, il publie des romans et des essais dans les années 1970, ancrés dans les préoccupations culturelles et identitaires de son époque. En anglais, à partir des années 1980,

les préoccupations culturelles et identitaires de son époque. En anglais, à partir des années 1980, il développe une pensée critique exigeante, dialoguant avec Michel Foucault, Edward Saïd et les grands noms des sciences humaines. Cette double filiation explique son influence durable, aussi bien en Afrique qu'en Occident.

La chercheuse Maëline Le Lay souligne cette tension féconde :

« Mudimbe est reconnu dans le monde anglophone pour ses contributions philosophiques, et dans le monde francophone pour ses romans. C'est cette double appartenance qui en fait un penseur aussi rare que précieux. »



En savoir plus : <https://athari-as.com/>

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU

Sakafo, qui signifie "repas" en malagasy, est la thématique de Mian Media consacrée à la gastronomie, l'agriculture, le tourisme et leurs principaux acteurs. À travers Sakafo, nous explorons l'essence des saveurs africaines, des plats traditionnels aux créations modernes, en mettant en avant les chefs, les artisans et les producteurs qui donnent vie à la richesse culinaire du continent. Cette rubrique se veut également une célébration des liens entre la terre et la table, valorisant les pratiques agricoles, les terroirs, et les expériences gastronomiques qui font de l'Afrique un pôle de diversité et d'innovation culinaire. Sakafo est une invitation à voyager à travers les goûts, les arômes, et les histoires qui font vibrer la culture alimentaire africaine, tout en soulignant son impact sur le tourisme et le développement durable.

Sakafo



www.sakafo.cooking



+ 10.000
abonnés



+ 700
abonnés



SÉNÉGAL : LES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DE KAYAR CONFRONTÉS À UNE GRAVE CRISE DE COMMERCIALISATION

À Kayar, localité agricole située dans le nord-ouest du Sénégal, les producteurs de pommes de terre traversent une crise sans précédent. Malgré une récolte jugée exceptionnelle – plus de 21 000 tonnes enregistrées lors de la dernière campagne – de nombreux agriculteurs peinent à écouler leurs stocks, menaçant leurs revenus et leur avenir.

Moussa Thioune, producteur local, fait part de son désarroi. Après avoir investi plus de six tonnes de semences pour obtenir environ 50 tonnes de pommes de terre, il n'a toujours pas vendu un seul kilo, deux mois après la récolte. « J'ai récolté il y a deux mois, mais jusqu'à présent, je n'ai pas réussi à vendre un seul tubercule », déplore-t-il. Faute de solutions de stockage adaptées, ses pommes de terre sont abandonnées dans les champs, recouvertes d'herbes sèches pour tenter de les protéger du soleil et des voleurs.



Une crise multifactorielle

Les causes de cette situation sont multiples. D'une part, la concurrence féroce des multinationales, qui pratiquent une agriculture intensive, contribue à la saturation du marché. D'autre part, les producteurs pointent du doigt une politique agricole qu'ils jugent mal anticipée. Certes, l'État sénégalais a mis en place des mesures incitatives pour la campagne agricole 2024-2025 – subventions sur les semences et engrais à prix réduits –, mais ces efforts semblent avoir manqué de coordination stratégique.

Mohamed Bachir Niang, membre de l'Association des producteurs maraîchers de Kayar, souligne une déconnexion entre l'enthousiasme suscité par les incitations et l'absence de mécanismes pour absorber la surproduction. « Les années précédentes, on écoulait notre production en

deux semaines, trois au plus. Cette année, cela fait plus de deux mois que ça dure », indique-t-il, déplorant le manque de débouchés organisés.

Un espoir pour Tabaski

Sans chambres froides ni centres de conservation performants, les producteurs sont dans l'incapacité de stocker durablement leurs récoltes. Ils misent désormais sur la fête de la Tabaski, période de forte consommation, pour écouler ce qui peut encore l'être. Mais l'urgence est là : au-delà des pertes agricoles, c'est leur capacité à rembourser les dettes contractées pour la campagne qui est menacée.

Le prix actuel du kilo de pommes de terre s'élève à 140 FCFA sur les marchés locaux, bien en deçà du coût de production estimé à 200 FCFA. À ces conditions, vendre revient à creuser davantage leur déficit.

L'Ablo est un gâteau moelleux et légèrement sucré, emblématique de la cuisine béninoise, mais également très apprécié au Togo, en Côte d'Ivoire et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Préparé à base de farine de riz et de maïs, ce met se distingue par sa texture aérienne et son goût subtil. Traditionnellement servi en accompagnement de plats salés – comme le poisson frit, le poulet ou encore les sauces épicées telles que le moyo ou la sauce feuille – l'Ablo incarne à la fois la simplicité et la richesse des traditions culinaires ouest-africaines. Une préparation entre tradition et simplicité

La réalisation de l'Ablo mêle les techniques du couscous vapeur et de la pâtisserie. Elle repose sur la confection d'une pâte souple, à base de farines, puis sa cuisson à la vapeur, qui permet de conserver toute la légèreté du gâteau. Ce mode de cuisson, très répandu dans les traditions culinaires africaines, préserve la douceur et l'humidité du produit final.



L'ABLO : UN INCONTOURNABLE DE LA CUISINE OUEST-AFRICAINE

Les ingrédients essentiels

La recette repose sur quelques ingrédients de base faciles à trouver :

Farine de riz : pour une texture fine et fondante.

Farine de maïs : qui apporte de la structure et une note naturellement sucrée.

Sucre : pour équilibrer la saveur, sans excès.

Eau : pour former une pâte homogène.

Levure boulangère : pour aérer la pâte.

Sel : pour relever délicatement l'ensemble.

Une recette accessible à tous

Voici une version simplifiée de la recette, idéale même pour les débutants en cuisine :

Mélange des ingrédients

Dans un grand bol, mélangez 2 tasses de farine de riz, 1 tasse de farine de maïs, ½ tasse de sucre, ½ cuillère à café de sel et un sachet de levure boulangère.

Incorporation de l'eau

Ajoutez progressivement de l'eau tiède, tout en remuant, jusqu'à l'obtention d'une pâte lisse, ni trop liquide ni trop épaisse — proche de celle d'une pâte à gâteau.

Temps de repos

Couvrez le bol et laissez reposer la pâte pendant environ 30 à 45 minutes. Ce temps permet à la

levure d'agir, ce qui donnera une belle légèreté au gâteau.

Cuisson vapeur

Versez la pâte dans des moules individuels (en silicone de préférence) ou dans des ramequins préalablement huilés. Disposez-les dans un cuiseur vapeur et faites cuire pendant 30 à 40 minutes. Le gâteau est prêt lorsqu'il est ferme au toucher et que la lame d'un couteau en ressort propre.

Dégustation

Laissez tiédir avant de démouler. L'Ablo se déguste idéalement avec du piment, des petits poissons frits ou toute autre sauce relevée. Il accompagne aussi très bien des plats en sauce plus consistants.

Un mets ancré dans la mémoire collective

Bien plus qu'un simple accompagnement, l'Ablo est souvent associé à des souvenirs d'enfance, à des repas en famille ou à des moments de célébration. Sa simplicité n'enlève rien à sa valeur symbolique : il représente une cuisine de partage, accessible, réconfortante. Sa préparation à la vapeur, sans friture, en fait également une option plus saine, dans une époque où la nutrition prend une place croissante dans les habitudes alimentaires.



Hamaniè, qui signifie "quelles sont les nouvelles ?" dans plusieurs langues Akan, est la thématique de Mian Media axée sur l'actualité économique et politique africaine. Avec Hamaniè, nous visons à offrir une couverture approfondie des événements qui façonnent l'Afrique aujourd'hui, en mettant en lumière les enjeux, les décisions, et les acteurs qui influencent l'avenir du continent. À travers des analyses, des interviews, et des reportages exclusifs, cette rubrique fournit des informations claires et précises sur les gouvernements, les élections, les politiques publiques, les relations internationales et les grandes tendances économiques et sociétales. Hamaniè est une invitation à rester informé, et à participer aux discussions qui façonnent l'avenir de l'Afrique.

Hamaniè, c'est aussi un hebdomadaire numérique. Parution chaque lundi.



www.hamanie.news



+ 35.000
abonnés



+ 1000
abonnés



+ 1700
abonnés



+ 1400
abonnés



De l'enseignement linguistique à la direction commerciale dans le secteur de l'assurance, Mariam MCKINNEY, c'est un parcours professionnel riche et diversifié, marqué par un esprit entrepreneurial affirmé.

À la tête de la direction commerciale de Leadway Assurance Côte d'Ivoire depuis 2019, elle met à profit une expérience plurielle forgée dans des secteurs aussi variés que l'immobilier, le conseil, l'événementiel et l'éducation, tant en Côte d'Ivoire qu'à l'international.

Son parcours professionnel débute aux États - Unis, où elle exerce en tant que Language & Culture Instructor pour les forces spéciales de l'armée américaine. De retour en Côte d'Ivoire, après 14 ans, elle prend en charge les relations publiques et l'administration chez ICT Consulting, avant d'intégrer l'UNICEF en 2016 en tant qu'Event Manager. Cette année marque également un tournant entrepreneurial avec la création de YAMABI IMMOBILIER, une agence immobilière. Le secteur de l'assurance s'ouvre à elle en novembre 2017 lorsqu'elle rejoint Willis Towers Watson.

À l'heure où Leadway s'allie à YODAN, initiative innovante du Dr Parfait Toure , cette interview exclusive revient sur une trajectoire professionnelle dense et sur un partenariat qui pourrait bien redessiner les contours de l'assurance santé et prévoyance en Afrique de l'Ouest.

Docteure en Business Administration, formatrice, conférencière, consultante en management et en ressources humaines, Dr Rachel YOUANT KOFFI, c'est l'illustration d'une vision exigeante et profondément humaine du leadership.

Depuis plus de quinze ans, elle construit un parcours professionnel remarquable, jalonné de responsabilités stratégiques au sein d'entreprises ivoiriennes de renom, mais aussi d'engagements constants en faveur de l'accompagnement des jeunes diplômés, des chercheurs d'emploi et des cadres en reconversion.

À la tête de la Fondation Kaydan, elle continue de placer l'humain au centre des dynamiques organisationnelles, convaincue que performance et bien-être ne s'opposent pas, mais se renforcent. Sa passion pour la formation, la qualité, la RSE et le développement du capital humain s'exprime aussi dans ses publications régulières sur les réseaux sociaux, où elle fédère une communauté attentive à ses conseils inspirés de l'expérience de terrain.

Dans cet entretien exclusif, Hamanié revient avec elle sur son parcours, sa vision du management moderne, et aborde un thème de plus en plus central dans les entreprises africaines : la santé mentale au travail. L'occasion également d'échanger sur la pertinence d'initiatives telles que YODAN, la plateforme de soutien psychologique développée par le Dr Parfait TOURE, dans une perspective d'impact durable.





Dans un secteur en constante évolution où les récits africains peinent encore parfois à se faire une place sur les grandes scènes littéraires, Trait d'Union s'est imposée, au fil des années, comme une maison d'édition qui ose, qui révèle, et qui porte haut les voix de ses auteurs.

Cette dynamique s'est confirmée du 6 au 10 mai 2025 au Parc des Expositions, à l'occasion de la 15e édition du Salon International du Livre d'Abidjan (SILA), où la maison a su créer l'événement autour de ses publications et de ses talents.

Avec un stand à l'image de sa ligne éditoriale — ouvert, vivant, accessible à tous —, Trait d'Union a su capter l'attention des visiteurs, des professionnels du livre, des médias et d'un public fidèle, venu en nombre rencontrer les auteurs et découvrir les nouveautés de la maison. Romans, essais, biographies : les ouvrages proposés ont fait mouche, plusieurs affichant «sold out» bien avant la clôture officielle du salon.

Au-delà des ventes, c'est avant tout la qualité des rencontres, la richesse des échanges et la passion partagée pour la littérature qui ont marqué cette participation. Les auteurs présents — Djeney Siby Gbane, Malicka Ouattara, Aude Anicette Koko et Camille Anoh — ont pu échanger directement avec leurs lecteurs, tandis que les ouvrages de Donassih Abdoulh Coulibaly, ainsi que les biographies de Cheick Sallah Cissé, Ciss St Moïse et Meiway, bien qu'en l'absence physique de leurs auteurs, ont rencontré un franc succès.

Dans ce grand format, nous vous proposons un retour sur les moments forts de cette participation, les réactions des auteurs, et les perspectives partagées par la Directrice Générale de Trait d'Union, Allisson YAVO, qui voit dans ce succès une confirmation de la mission portée par la maison : faire entendre les récits africains, dans toute leur diversité et leur puissance.

Elle se décrit comme une «boule magique», une femme passionnée, portée par l'amour sous toutes ses formes et par le pouvoir des mots. Depuis l'âge de 7 ans, Malicka Ouattara vit une véritable histoire d'amour avec l'écriture. De ses premiers textes partagés sur les bancs de l'école à ses œuvres aujourd'hui publiées, en passant par des scénarios primés au FESPACO et une aventure télévisuelle remarquée avec Life TV, son parcours est celui d'une créative qui ose, qui s'affirme et qui partage.

Aujourd'hui, c'est une nouvelle page qu'elle ouvre avec Mariée... divorcée, veuve, mariée, son dernier ouvrage publié chez Trait d'Union. Un livre à la fois personnel et universel, qui promet de toucher bien des lecteurs par sa sincérité et sa profondeur.

Nous avons le plaisir de recevoir Malicka Ouattara pour revenir avec elle sur son parcours, ses inspirations, et cette nouvelle aventure littéraire.



Alors que l'Afrique fait face à des défis multiples — relance post-Covid, vulnérabilité climatique, crise de la dette et nécessité d'une industrialisation accélérée — l'élection du prochain président de la Banque africaine de développement (BAD) suscite une attention sans précédent.

Cinq candidats sont en lice pour succéder à Akinwumi Adesina, dont le second mandat arrive à son terme, dans une compétition où se croisent ambitions nationales, stratégies régionales et équilibres diplomatiques.

Institution panafricaine de premier plan, la BAD incarne plus que jamais un levier essentiel pour le financement du développement sur le continent. À l'heure où les besoins en infrastructures, en énergies renouvelables, en sécurité alimentaire et en soutien aux PME atteignent des sommets, le choix de son futur dirigeant pèsera lourd sur l'orientation des politiques économiques africaines pour les années à venir. Entre profils technocratiques, figures politiques et diplomates aguerris, cette élection révèle aussi les lignes de fracture et de coopération entre sous-régions, ainsi que le rôle discret mais influent des partenaires non africains de la Banque.

Quels sont les enjeux de ce scrutin ? Que disent les candidatures des priorités actuelles de l'Afrique ? Et quel profil pour piloter une institution appelée à incarner la souveraineté financière du continent ?

Décryptage d'une élection qui dépasse de loin les murs d'Abidjan, siège de la BAD, et qui pourrait redéfinir les contours de la gouvernance économique africaine.



L'élection du Dr Sidi Ould Tah à la tête de la Banque africaine de développement, le 29 mai dernier à Abidjan, ne s'est pas jouée seulement sur des considérations techniques. Elle a été l'expression de rapports de force régionaux, de repositionnements stratégiques entre pays africains, et d'une certaine recomposition des équilibres géopolitiques dans un contexte post-COVID où la souveraineté économique devient centrale dans les discours africains.

Retour sur cet événement majeur de l'actualité économique africaine dans un grand format qui passe en revue notamment :

- le parcours du vainqueur
- les dynamiques, enjeux et alliances dans le cadre d'un décryptage de l'élection
- le déroulement du scrutin
- l'influence des membres non-régionaux dans la décision finale

À quelques mois d'une élection présidentielle qui s'annonce décisive pour l'avenir politique de la Côte d'Ivoire, la publication de la liste électorale définitive a fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Plusieurs personnalités majeures de l'opposition, dont l'ancien président Laurent Gbagbo, le président du PDCI Tidjane Thiam, l'ancien chef de la rébellion Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, ont été écartées du fichier électoral. Radiations judiciaires, controverses sur la nationalité ou poursuites pénales : les motifs sont variés, mais les conséquences sont lourdes.

Ces exclusions soulèvent des interrogations fondamentales sur l'inclusivité du processus électoral, la stabilité du jeu démocratique, et la nature du scrutin qui se prépare. Derrière les arguments juridiques avancés par les autorités, nombreux sont ceux qui y voient une stratégie de verrouillage politique.

Ce grand format propose de décrypter les ressorts d'une mise à l'écart aux lourdes implications.



Le 12 juin 2025 à Changsha, la Chine a franchi un nouveau cap dans sa stratégie africaine en supprimant les droits de douane sur les exportations en provenance de 53 pays africains. Ce geste, hautement symbolique, va bien au-delà d'un simple réajustement commercial. Il traduit une vision : celle d'un partenariat qui se veut réciproque, orienté vers le développement et fondé sur une diplomatie économique Sud-Sud.

L'Afrique, aujourd'hui plus qu'hier, est à la croisée des influences. Les puissances traditionnelles redéfinissent leurs priorités stratégiques, souvent avec brutalité, comme le montrent les hausses tarifaires décidées par Washington. Pendant ce temps, Pékin affine son approche, multipliant les gestes d'ouverture, de coopération et de visibilité. Mais cette main tendue ne saurait suffire à garantir un développement équitable pour les économies africaines si celles-ci ne s'organisent pas collectivement pour défendre leurs intérêts, structurer leur offre et valoriser leurs ressources.

Ce numéro de Hamanié consacre son grand format à cette bascule géoéconomique et en explore les implications. Quelles opportunités concrètes pour les exportateurs africains ? Quels pays sont les mieux positionnés pour en bénéficier ? La Chine cherche-t-elle un véritable rééquilibrage ou poursuit-elle une stratégie d'influence ? Et surtout : l'Afrique saura-t-elle parler d'une seule voix dans ce nouveau rapport de force mondial ?

Plus que jamais, il est temps pour nos États, nos entreprises et nos citoyens de penser en blocs, d'agir en alliances, et d'anticiper l'avenir. Les grandes puissances, elles, n'attendent pas.

À la croisée du capital et de l'impact, Tony Elumelu s'est imposé comme l'une des figures les plus influentes du continent africain. Entrepreneur accompli, banquier visionnaire, investisseur stratégique et philanthrope engagé, cet homme d'affaires nigérian est aujourd'hui reconnu pour avoir popularisé une idée puissante : l'Africapitalisme. À rebours des logiques d'assistanat ou de dépendance extérieure, il défend avec constance une approche africaine du développement, ancrée dans la création de richesse locale, le leadership entrepreneurial et l'investissement patient.

Né à Jos, dans le centre du Nigeria, Tony Elumelu a bâti un parcours qui illustre la transformation silencieuse mais déterminée de l'Afrique des années 2000 : celle d'un continent qui ne demande plus seulement des opportunités, mais qui les crée. De ses débuts dans le secteur bancaire à la tête d'un groupe panafricain présent dans plus de 20 pays (UBA), en passant par la fondation de Heirs Holdings et de la Tony Elumelu Foundation, son influence dépasse aujourd'hui le monde des affaires pour toucher à l'économie politique du continent.

Au moment où l'Afrique cherche ses catalyseurs de transformation, Tony Elumelu s'impose comme un cas d'étude, autant qu'un acteur-clé du présent et de l'avenir du continent.



CONSEILS D'ATHARI

Une série pour penser, structurer et transformer votre entreprise

Hamanié

POURQUOI 90% DES PME ECHOUENT A SCALER ?

Par
Dr Arnaud N'GORAN
Managing partner ATHARI ADVISORS

Dans l'écosystème entrepreneurial africain, beaucoup de PME se créent, certaines survivent, mais très peu parviennent à « scaler », c'est-à-dire à passer à l'échelle de manière structurée, durable et rentable.

La croissance organique ne suffit pas toujours. Scalabilité implique changement de dimension : plus de clients, plus de collaborateurs, plus de process, et surtout plus de vision.

Alors, pourquoi tant d'entreprises échouent-elles à franchir ce cap ? Voici les principaux obstacles que nous identifions dans notre pratique de conseil.

<https://mianmedia.com/pourquoi-90-des-pme-echouent-a-scaler-par-dr-arnaud-ngoran/>

Le bien-être en entreprise est devenu, au fil des années, un argument fort pour attirer et fidéliser les talents. Mais ce que beaucoup de dirigeants et responsables de ressources humaines ont longtemps réduit à quelques actions visibles et sympathiques — comme l'installation de salles de sport, l'organisation d'activités de team building, la distribution de paniers de fruits ou encore la mise en place de « journées bien-être » — montre aujourd'hui ses limites.

En réalité, ces actions, bien qu'appréciées, restent superficielles si elles ne s'attaquent pas à ce qui constitue le socle même du bien-être des collaborateurs : leur santé mentale.

<https://mianmedia.com/pourquoi-la-sante-mentale-est-la-nouvelle-frontiere-du-bien-etre-en-entreprise-par-dr-parfait-toure/>

SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL

Hamanié

décryptages et solutions pour l'Afrique

POURQUOI LA SANTÉ MENTALE EST LA NOUVELLE FRONTIÈRE DU BIEN-ÊTRE EN ENTREPRISE

Par
Dr Parfait Touré
CEO YODAN



REPENSER L'ORGANISATION : L'ORGANIGRAMME, UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR TOUS

Par Yvon KOUADIO,
Manager Athari Advisors

Dans de nombreuses organisations, qu'il s'agisse de PME en pleine croissance, de grandes entreprises établies, de ministères ou d'agences publiques, l'organigramme est souvent perçu comme un vestige administratif, un symbole de lourdeur bureaucratique. On entend fréquemment des phrases comme : « Chez nous, on sait qui fait quoi, on n'a pas besoin de tout mettre sur papier ». Pourtant, cette perception est dépassée. À mesure qu'une structure se développe, que ses équipes s'étoffent et que ses enjeux se complexifient, la question de sa structuration devient primordiale. C'est là que l'organigramme, s'il est bien conçu et bien utilisé, devient un outil puissant de performance et de clarté.

<https://mianmedia.com/repenser-lorganisation-lorganigramme-un-levier-strategique-pour-tous-par-yvon-kouadio-manager-athari-advisors/>



Mieux Communiquer, Mieux Connecter

POURQUOI INVESTIR DANS UNE COMMUNICATION MULTILINGUE EST UNE ARME STRATÉGIQUE POUR LES ENTREPRISES AFRICAINES

Par Dr Flora NIAGNE



La mondialisation des échanges économiques, culturels et politiques oblige les entreprises à dépasser les frontières traditionnelles des marchés locaux. Dans ce contexte, la maîtrise des langues devient une compétence stratégique majeure, souvent négligée par de nombreuses organisations africaines. Pourtant, la capacité à communiquer efficacement en plusieurs langues ne se limite pas à une simple question de traduction de documents ou d'interprétation lors d'événements internationaux.

Elle est au cœur même de la compétitivité, de l'influence et de la crédibilité des entreprises qui veulent réussir sur les marchés régionaux, continentaux et mondiaux.

L'Afrique est un continent marqué par une diversité linguistique exceptionnelle. Outre les grandes langues internationales comme le français, l'anglais, le portugais ou l'arabe, chaque région est riche de dizaines de langues locales qui structurent les relations commerciales, sociales et culturelles. Ignorer cette diversité ou la traiter avec légèreté peut vite devenir un frein au développement.

En Côte d'Ivoire, par exemple, une entreprise qui limite sa communication au seul français se prive d'une connexion authentique avec des millions de consommateurs qui s'expriment majoritairement en dioula, en baoulé, en bété, ou dans d'autres langues locales.

De la même manière, une entreprise qui ambitionne de s'ouvrir à des marchés anglophones, lusophones ou arabophones, sans une stratégie linguistique adaptée, risque de passer à côté d'opportunités majeures.

<https://mianmedia.com/pourquoi-investir-dans-une-communication-multilingue-est-une-arme-strategique-pour-les-entreprises-africaines-par-dr-flora-niagne/>

Article

YODAN



**Dr
Parfait
Touré**
CEO
YODAN

Manager en 2025 : comment développer une posture saine pour soi et pour son équipe ?

Dans un monde professionnel en mutation accélérée, les attentes à l'égard des managers n'ont jamais été aussi élevées. Ils sont sommés de livrer des résultats toujours plus ambitieux, de piloter des équipes hybrides, de gérer les urgences du quotidien, tout en incarnant les valeurs et la vision de l'entreprise. Mais derrière ces exigences se cache une réalité plus complexe : le rôle de manager est aujourd'hui l'un des plus exposés aux risques psychosociaux, tant pour celui qui l'exerce que pour les équipes qu'il encadre.

Le manager est souvent pris en étau entre la direction, qui attend de lui des résultats, et les collaborateurs, qui attendent écoute, soutien et reconnaissance. Ce double rôle, à la fois de relais de la stratégie et de garant du bien-être de l'équipe, peut vite devenir une source de pression constante, surtout s'il n'est pas accompagné ou s'il ne prend pas soin de sa propre santé mentale.

<https://mianmedia.com/manager-en-2025-comment-developper-une-posture-saine-pour-soi-et-pour-son-equipe-par-dr-parfait-toure-ceo-yodan/>

Dans l'écosystème entrepreneurial africain, nombreux sont les dirigeants qui avancent avec de bonnes intuitions, une forte résilience, et parfois même une ambition sincère.

Pourtant, très peu prennent le temps de formuler clairement leur vision stratégique. Sans cap, difficile de fédérer une équipe, d'attirer des partenaires, ou de résister aux secousses du marché. Une vision bien construite ne relève pas du rêve flou, mais d'un processus structuré.

Voici 5 étapes clés pour formaliser une vision stratégique solide, réaliste et mobilisatrice :

Article

ATHARI ADVISORS



**Jean-
Charles
DJEDRI**

COMMENT FORMALISER UNE VISION STRATEGIQUE EN 5 ETAPES ?

<https://mianmedia.com/comment-formaliser-une-vision-strategique-en-5-etapes-par-jean-charles-djedri/>

Dans de nombreux secteurs économiques africains — transport, agroalimentaire, cosmétique, services digitaux — l'intensité concurrentielle est telle que les entreprises se livrent une guerre des prix féroce.

Ce phénomène donne lieu à ce que les auteurs W. Chan Kim et Renée Mauborgne appellent un « océan rouge » : un espace de marché saturé, où les acteurs se battent pour les mêmes clients, avec des offres similaires, au prix de marges rognées.

Face à cela, la stratégie Océan Bleu offre une alternative audacieuse : créer un nouvel espace de marché, sans concurrence directe, en proposant une valeur inédite à un public souvent négligé.

Mais cette approche, née dans les grands marchés, peut-elle être utilement transposée au contexte africain ?

<https://mianmedia.com/strategie-ocean-bleu-une-reponse-pour-les-marches-africains-satures-par-meryl-boni/>

Article
ATHARI ADVISORS

STRATEGIE OCEAN BLEU : UNE REPONSE POUR LES MARCHES AFRICAINS SATURES ?



Meryl BONI
consultante
junior chez
ATHARI ADVISORS

Mian Media

Hamanié
Hebdo
N° 57

Article
Eclair Consulting



Dr Flora NIAGNE
associée
gérante d'Eclair
Consulting 2.0

**Traduction et interprétariat :
quelles différences,
quels enjeux, quelles
compétences ?**

<https://mianmedia.com/traduction-et-interpretariat-quelles-differences-quels-enjeux-quelles-competences-par-dr-flora-niagne/>

Dans l'univers de la communication professionnelle, les termes traduction et interprétariat sont souvent utilisés de manière interchangeable par le grand public et même par certains professionnels. Pourtant, ces deux disciplines relèvent de compétences distinctes, répondent à des besoins spécifiques et ont des impacts opérationnels très différents. Pour les décideurs, bien comprendre ces différences est essentiel pour faire les bons choix, garantir la qualité des échanges et éviter des erreurs coûteuses.



Édito par Roland KOUAKOU

Côte d'Ivoire : le défi des élections inclusives face à la réalité de la sociologie électorale

En Côte d'Ivoire, trop souvent, on ne vote pas pour un projet, mais pour « un des nôtres ». Ethnie, région, religion : ces appartenances continuent de dicter les choix électoraux. Ce réflexe identitaire gangrène le jeu démocratique. Il pousse les partis à verrouiller leurs fiefs, à écarter les voix discordantes ou extérieures, non pas parce qu'elles sont incompetentes, mais parce qu'elles sont perçues comme « étrangères »

Ce calcul électoraliste est dangereux. Il nourrit la méfiance, renforce les fractures et affaiblit l'État. Il pousse à considérer le pouvoir non comme une mission, mais comme un butin à préserver pour son camp. Résultat : la compétition politique devient une guerre d'identités, et non un débat d'idées. Les candidatures sont filtrées, non pas au nom de l'intérêt général, mais pour ne pas « perdre la région »

Il est temps de briser ce cercle vicieux. Une nation ne se construit pas sur des appartenances, mais sur une vision partagée. Refuser de voter sur des bases communautaires, c'est poser un acte citoyen fort. C'est dire que l'on veut un pays gouverné par des idées, non par des origines. L'unité nationale ne se décrète pas : elle se construit, scrutin après scrutin, par des choix courageux.



« Tout est politique » : un podcast pour une parole politique différente

Depuis trois mois, la chaîne YouTube Roland KOUAKOU, qui compte plus de 17 000 abonnés, propose un podcast intitulé « Tout est politique ». Son objectif : offrir un espace d'expression à des acteurs politiques et médiatiques ivoiriens, dans un format plus libre que celui des médias traditionnels.

Pensé comme un média alternatif, ce podcast donne la parole à des figures variées du paysage politique et médiatique. Parmi les invités déjà reçus : Fabrice Lago (PPACI), Arthur Banga (éditorialiste à NCI), Assalé Tiémoko (député-maire de Tiassalé), ou encore Cédric Bédié, petit-fils de l'ancien président Henri Konan Bédié, venu évoquer l'héritage politique de son grand-père.

Chaque épisode revient sur le parcours des invités, leurs engagements et leur regard sur l'actualité politique en Côte d'Ivoire. L'ambition affichée est de proposer un complément aux émissions de débats classiques, en créant un espace de discussion moins formaté, centré sur les trajectoires personnelles et les analyses.

« Tout est politique » s'inscrit dans une dynamique plus large de diversification des formats et des plateformes d'expression politique dans le paysage médiatique ivoirien.



GRAND FORMAT

Marie-Thérèse
BOUA N'GUESSAN

Le défi le plus important quand vous gérez un capital humain aussi diversifié, c'est d'arriver à fédérer cet ensemble autour du projet de l'entreprise.





Mian Magazine met en lumière Mme Marie-Thérèse BOUA N'GUESSAN, une figure majeure du management stratégique, des ressources humaines et de la communication en entreprise en Côte d'Ivoire.

Avec plus de 30 ans d'expérience à des postes clés dans des multinationales et des entreprises locales, elle a su bâtir une expertise pointue en gestion des talents, développement organisationnel et communication institutionnelle.

En parallèle, en tant que Directrice de Publication du magazine BLAMO'O, elle contribue activement à la réflexion sur les dynamiques économiques, sociales et culturelles en Afrique.

À travers cet échange, nous reviendrons sur son parcours, sa vision du management et des ressources humaines, mais aussi sur l'importance des services spécialisés en communication et traduction, indispensables à la compétitivité des entreprises opérant dans un environnement multiculturel.

«Mettre l'homme au cœur de sa stratégie est clé simplement parce que si celui-ci n'adhère pas au projet, sa mise en œuvre sera fastidieuse voire catastrophique.»

Parcours et leadership en entreprise

1. Vous avez occupé des postes de premier plan en ressources humaines, management et communication. Quelles ont été les étapes clés qui ont façonné votre parcours ?

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes remerciements pour l'intérêt que vous portez à mon modeste parcours, en espérant que ce partage d'expériences enrichira vos lecteurs.

Pour parler des étapes clés de mon parcours, je les résumerai en disant que mon parcours a été fait d'expériences en management des Hommes et de la communication. Je voudrais retenir de mes 32 ans d'expériences professionnelles, mes positions de Directeur des Ressources Humaines et de la Communication du Groupe avec rang de DG au Groupe NSIA, qui est un Groupe de Sociétés d'Assurances et de Banque présent dans 12 Pays d'Afrique ; Directeur Général à CHOCODI, une Chocolaterie à l'échelle industrielle ; un passage dans une société étatique en qualité de Directeur Général à l'OCPV (Office de Commercialisation des Produits Vivriers), et à un niveau de management moindre, Directeur Marketing à NESTLE CI, Chef de vente national, et S/Directeur Communication, Trade Marketing et Sponsoring à MTN CI.

C'est avec fierté que j'ai arboré en janvier 2025, la médaille d'honneur du travail Vermeil du ministère de l'Emploi.



2. Vous évoluez dans un environnement où l'humain et la stratégie d'entreprise sont au cœur des décisions. Comment avez-vous développé cette double compétence entre RH et communication ?

Il faut noter que ma formation de base a été à l'ESCA, Ecole Supérieure de Commerce d'Abidjan, le Marketing et la Communication. Par la suite, j'ai fait mes classes dans ces métiers comme vous l'avez vu dans mon parcours plus haut. Et au fur et à mesure que je progressais dans mes responsabilités dont j'ai porté le plus haut niveau comme Directeur Général, j'ai dû gérer des équipes de tous ordres. J'ai donc ainsi rajouté une corde à mon arc, le management, jusqu'à me voir confier la Direction des Ressources Humaines du Groupe NSIA avec rang de Directeur Général. Aujourd'hui j'ai en charge le pilotage d'environ 3 000 employés dans 12 pays de l'Afrique francophone, anglophone et lusophone.

3. Vous êtes Directrice des Ressources Humaines et de la Communication chez NSIA PARTICIPATIONS, une structure présente dans plusieurs pays. Quels sont les défis majeurs liés à la gestion des talents dans un groupe panafricain ?

Effectivement, NSIA Participations est la Holding qui coordonne l'activité des 31 sociétés du Groupe dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Le défi le plus important quand vous gérez un capital humain aussi diversifié, c'est d'arriver à fédérer cet ensemble autour du projet de l'entreprise. Instaurer une culture d'entreprise unique par laquelle tou.te.s partagent les mêmes valeurs, les mêmes codes éthiques, la même vision et les mêmes ambitions ;

Le 2nd défi est de conduire une politique de performances qui intègre à la fois les exigences locales et celles du Groupe ;

Un 3ème défi pourrait être celui de la mobilité qui suppose un alignement des compétences ;
Un quatrième défi, celui de la disponibilité des compétences qui ne sont pas toujours du même niveau d'un pays à l'autre et enfin,

Un cinquième et dernier défi qui me vient à l'esprit, c'est la construction de la marque pour que chaque collaborateur, NSIA d'origine ou ayant rejoint NSIA par recrutement ou par fusion acquisition, s'approprie de cette identité commune pour agir et penser marque.

4. À travers votre carrière, vous avez accompagné la transformation de plusieurs entreprises. Quels conseils donneriez-vous aux dirigeants qui souhaitent piloter efficacement un changement organisationnel ?

Je commencerais par dire que le dirigeant qui veut un changement organisationnel doit d'abord s'appuyer sur son capital humain.

Mettre l'homme au cœur de sa stratégie est clé simplement parce que si celui-ci n'adhère pas au projet, sa mise en œuvre sera fastidieuse voire catastrophique. Les résistances au changement vont être aussi un frein au développement.

Par ailleurs, il faut se donner les moyens de réaliser un projet réussi avec une Task Force qui est outillée pour analyser l'environnement, apporter un regard très critique sur l'existant, examiner le dimensionnement de l'organisation au regard du projet de société et du niveau de productivité attendu...

Plusieurs facteurs rentrent en ligne de jeu, le dirigeant ne pourra pas se faire l'économie d'une équipe projet transversale, tenant aussi compte de l'inclusion du genre, s'il veut aboutir à un changement organisationnel réussi.



« L'employé qui se sent bien au travail, sera beaucoup plus productif et fidèle à l'entreprise. »

Vision stratégique et impact des ressources humaines en Afrique

5. Le management des talents et le leadership en Afrique évoluent rapidement. Quelles sont les compétences essentielles que les entreprises doivent cultiver aujourd'hui ?

Je dirais qu'au-delà de l'Afrique, c'est même le monde entier qui est en mutation. La célérité et la justesse des décisions est clé. Le dirigeant devra donc s'appuyer sur des compétences qui intègrent la qualité des données pour ne sortir que des informations pertinentes ; la maîtrise du digital pour s'approprier les outils afin de réussir la transformation digitale de leurs process, de leurs produits et de leur communication interne et externe ; le leadership pour mobiliser et inspirer les collaborateurs ainsi que l'agilité pour adapter très rapidement leurs projections stratégiques à l'évolution du marché.



6. Vous avez une longue expérience dans l'optimisation des ressources et le développement de la performance en entreprise. Comment crée-t-on un équilibre entre efficacité économique et bien-être des employés ?

L'employé qui se sent bien au travail, sera beaucoup plus productif et fidèle à l'entreprise. Pour y arriver, il faut travailler à l'attractivité de l'entreprise, notamment, partager un projet d'entreprise auquel ils adhèrent, développer une culture d'entreprise avec des valeurs humaines parlantes, mettre en place des formations sur les métiers mais aussi sur les soft skills qui contribuent à leurs développements personnels, faire du processus d'évaluation, un moyen de développer et reconnaître les meilleurs talents.

On n'en parle pas assez souvent mais la prise en charge médicale avec les bilans annuels, un médecin disponible pour les collaborateurs et si possible, comme nous l'avons à NSIA, un psychologue à l'écoute des employés pour éviter stress, burn out, suicides, etc. Cela peut se faire via des consultations mais aussi des Webinaires santé.

Et le dernier mais pas le moindre, entretenir un dialogue social avec les représentants du personnel.

Tout ceci aura l'avantage de créer un cadre dans lequel l'employé s'épanouit et devient naturellement plus engagé, loyal et productif.

7. La gestion des talents est au cœur de la compétitivité des entreprises. Comment les multinationales opérant en Afrique peuvent-elles mieux attirer, former et retenir les meilleurs profils ?

Attirer, former et retenir les meilleurs profils se résument dans le principe de développer sa marque employeur et son attractivité.

Il faudra mettre en place une vraie politique de gestion des talents basée sur les compétences et les performances. A NSIA nous nous appuyons essentiellement sur le système d'évaluation des performances que nous couplons, pour les cadres et cadres dirigeants, aux bilans professionnels. L'analyse de ces 2 facteurs principaux débouchent sur de la mobilité géographique locale ou à l'échelle du Groupe avec nos 12 pays, sur des mobilités horizontales et verticales.

Par ailleurs, nous avons créé un centre de formation, la NSIA Academy, qui nous permet de prendre en charge les problématiques de développement des compétences.

Et bien entendu, les révisions salariales tenant compte des résultats des enquêtes salariales que nous conduisons périodiquement.

8. Le développement des compétences et la formation continue sont essentiels dans un marché en mutation. Quelles sont les meilleures stratégies pour une gestion proactive du capital humain ?

Gestion proactive du capital humain rime avec capacité à anticiper les besoins en compétences et en capital humain. Cela va nécessiter la mise en place d'un business plan annuel, l'élaboration d'un plan d'interim, d'un plan de succession ainsi que d'un tableau de bord des mobilités possibles. Ces outils sont essentiels pour préempter tout besoin en compétences de qualité, aux positions essentielles pour l'entreprise.

Nous collaborons avec Eclair Consulting pour des traductions de documents commerciaux, de présentation du Groupe, des documents techniques ainsi que pour nos besoins d'interprétariat lors des formations ou des conventions rassemblant tous les pays d'implantation.

L'importance des services spécialisés pour une communication efficace

9. Aujourd'hui, la communication d'entreprise et institutionnelle joue un rôle central dans le positionnement des organisations. Comment les entreprises peuvent-elles mieux structurer leur message pour être plus impactantes ?

La meilleure structuration de la communication interne ou externe, est celle qui traduit fidèlement les valeurs de l'entreprise et parle au cœur ou à l'âme de sa cible à savoir, une vision claire, une mission inspirante, des valeurs authentiques,

une dynamique de communication adaptée à la cible et des messages, clairs, nets et précis pour éviter de saturer le client plus qu'il ne l'est déjà avec cette foudroyante de données qui s'imposent à lui de toutes parts...



10. ***Vous avez une riche expérience en gestion des relations publiques et communication interne. Quel est le rôle des cabinets spécialisés dans l'accompagnement des grandes entreprises sur ces aspects ?***

D'une façon générale, solliciter l'expertise d'un cabinet spécialisé est une bonne façon de sortir le nez du guidon et permettre à un regard extérieur, qualifié, d'avoir un avis critique sur l'évolution de votre entreprise et de votre positionnement dans un environnement très concurrentiel et très dynamique.



12. ***Vous êtes également Directrice de Publication de BLAMO'O, un magazine qui explore les enjeux économiques et culturels. Quel est, selon vous, le rôle des médias dans l'évolution du paysage économique africain ?***

Le magazine BLAMO'O est plutôt un magazine qui met en lumière les compétences féminines et contribue ainsi à la promotion de l'équité du genre.

A ce titre, elle joue pleinement son rôle de média qui est d'informer et sensibiliser sur les enjeux de développement, faire la promotion des initiatives de femmes, porter des plaidoyers et jouer de son influence et se positionner comme un accélérateur de transformation.

J'ai porté et obtenu, au titre de Directrice de Publication du magazine BLAMO'O, le Prix National d'Excellence pour la Valorisation des Compétences Féminines 2024, ainsi que, la médaille de Chevalier dans l'ordre du mérite de la femme et de la famille en 2024.

11. ***La communication multilingue devient un impératif pour les entreprises évoluant sur plusieurs marchés. Selon vous, comment des services comme l'interprétariat et la traduction, proposés par des structures comme Éclair Consulting, peuvent-ils aider les entreprises à optimiser leurs interactions avec leurs partenaires et investisseurs ?***

Dans le Groupe NSIA, nous sommes représentés en Afrique francophone, anglophone et lusophone. De plus, nos dirigeants nouent des partenariats avec des investisseurs qui ne parlent pas tous la langue française. Des services d'interprétariat et de traduction sont donc plus qu'indispensables.

Nous collaborons avec Eclair Consulting pour des traductions de documents commerciaux, de présentation du Groupe, des documents techniques ainsi que pour nos besoins d'interprétariat lors des formations ou des conventions rassemblant tous les pays d'implantation.

A ce jour nous sommes très satisfaits des prestations de Eclair Consulting qui a à sa tête, Mme Flora Niagne, une dame compétente et dynamique, polyglotte, qui parle 8 langues.



« Le leader génère des résultats, de l'engagement, inspire les équipes et va bien au-delà de sa feuille de mission présente. »

Perspectives et engagement pour l'avenir

13. ****Vous êtes une mentore et une figure inspirante pour de nombreux professionnels. Quel conseil donneriez-vous aux jeunes talents qui aspirent à des postes de responsabilité en entreprise ?****

Je voudrais simplement les encourager à commencer à bâtir dès maintenant leur position de leader dans la position actuelle qui est la leur, pour gravir les échelons.

Il faut qu'ils sachent qu'on n'a pas besoin d'attendre d'être Directeur ou Directeur Général pour être un leader. La réalité est que leurs supérieurs hiérarchiques veulent voir en eux les aptitudes de la position supérieure avant de les nommer : on voudra voir en un stagiaire sa capacité à être un comptable, un chef produit, un assistant, un qualitatif avant de lui donner le poste. On ne donnera jamais un poste de directeur ou de DG à quelqu'un qui n'a pas montré qu'il a le potentiel et les compétences pour tenir le poste. Le leader génère des résultats, de l'engagement, inspire les équipes et va bien au-delà de sa feuille de mission présente.



14. ****Vous avez une expertise unique qui combine ressources humaines, communication et stratégie d'entreprise. Quel impact souhaitez-vous encore avoir dans ces domaines ?****

Sourires... On ne finit pas d'impacter son environnement. C'est un processus dans lequel on continue de se renouveler et de se challenger à l'infini.

Par contre, j'ai un projet qui me tient à cœur, celui de la montée en compétences et en leadership des femmes.

Je rêve de convaincre bon nombre de dirigeants à mettre en place un système de management du genre dans leurs entreprises adossé à la norme du LABEL BLAMO'O.

Cette innovation portant sur le management du genre, vise à certifier les entreprises qui adoptent des pratiques inclusives, non discriminatoires, permettant aux femmes et aux hommes d'accéder équitablement à des postes de décision et de responsabilité, se basant sur leurs compétences et leurs performances et non leurs sexes.

Au-delà des déjeuners, des diners et des pagnes offerts aux femmes à la Journée Internationale de la Femme, par ce choix responsable, les entreprises renforceront leur réputation et image de marque en tant qu'organisation engagée pour l'égalité du genre ; attireront et retiendront des talents diversifiés et compétents ; accroîtront leur compétitivité sur le marché national et international et réaffirmeront leur Responsabilité Sociétale d'Entreprise.

15. *Quels sont les grands défis du management en Afrique aujourd'hui et comment y répondre efficacement ?*

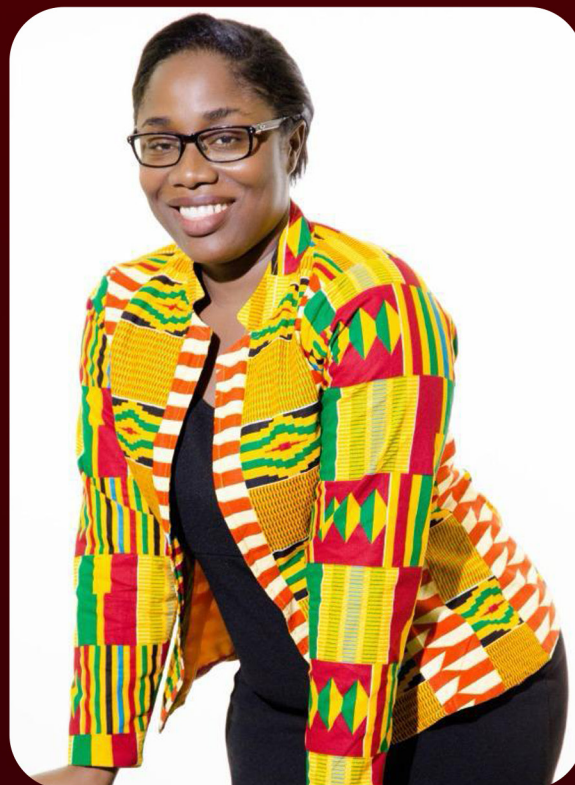
Les dirigeants ont de nombreux défis de disponibilité des compétences ; des conflits générationnels entre modernité numérique et les conservateurs des bonnes vieilles techniques (sourires); la gouvernance et l'éthique sont aussi des sujets majeurs pour ne citer que ceux-là.

Pour y répondre efficacement, les Dirigeants devraient doter leurs Conseils d'Administration de Comités spécialisés qui analysent, approfondissent les sujets en vue d'une meilleure prise de décision. Il s'agit entre autres, des Comités Ressources Humaines, de rémunération et de nomination ; Gouvernance et éthique ; Audit ; Stratégie, etc.

16. *Enfin, si vous deviez résumer votre philosophie du leadership en une phrase, laquelle serait-elle ?*

Je dirais, un leadership engagé et inclusif, fondé sur l'authenticité, l'écoute, l'exemplarité et l'action efficiente pour plus d'impacts et de progrès collectif





En savoir plus : <https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97 / info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

ALMASI

Almasi, qui signifie "diamant" en swahili, est la thématique de Mian Media dédiée à l'univers de la mode, du luxe, et à leurs principaux acteurs. Almasi explore les créations, les tendances et les talents qui façonnent l'industrie de la mode et du luxe en Afrique et au-delà. Cette rubrique se veut un hommage aux créateurs, designers, et artisans dont le travail fait briller le continent sur la scène mondiale. À travers Almasi, nous célébrons le raffinement, l'innovation, et l'audace des marques et des individus qui redéfinissent le luxe avec une touche africaine, tout en préservant l'authenticité et l'héritage culturel. Que ce soit dans la haute couture, la joaillerie, ou l'artisanat de luxe, Almasi révèle le rayonnement d'une Afrique fière, ambitieuse, et éblouissante, telle un diamant brut prêt à conquérir le monde.



www.almasi.fashion



+10.000
abonnés



+700
abonnés



INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE : QUAND LES FABRICATIONS CHINOISES INONDENT LES MARCHÉS AFRICAINS

L'Afrique, avec sa population jeune et en pleine croissance, constitue un marché à fort potentiel pour l'industrie de la chaussure. Toutefois, cette opportunité est aujourd'hui largement dominée par les produits manufacturés en Chine, qui envahissent les marchés africains à des prix défiant toute concurrence. Cette tendance suscite de nombreuses interrogations quant à ses effets économiques, sociaux et environnementaux sur le continent.



Une offre pléthorique à bas prix

Les chaussures chinoises sont massivement exportées vers l'Afrique, où elles sont proposées à des prix particulièrement attractifs. Cette compétitivité est rendue possible par des coûts de production très faibles, une industrialisation poussée et des économies d'échelle considérables. Grâce à cela, les entreprises chinoises proposent une diversité impressionnante de modèles : des chaussures de sport aux sandales, en passant par des styles plus traditionnels. Résultat : la Chine s'est imposée comme le principal fournisseur de chaussures dans de nombreux pays africains.

Impact sur l'industrie locale

Cette domination chinoise exerce une pression croissante sur les producteurs africains. Incapables de rivaliser sur les prix, plusieurs ateliers et petites usines locales sont contraints de ralentir leur activité, voire de fermer. Cette

situation entraîne une perte considérable d'emplois dans le secteur, mais aussi une érosion du savoir-faire artisanal, souvent transmis de génération en génération. À terme, c'est l'ensemble de la filière locale qui est menacé, au détriment de la souveraineté économique des pays africains.

Conséquences économiques

Si les consommateurs africains profitent indéniablement de produits bon marché, cette dépendance accrue aux importations comporte des risques économiques majeurs. Elle fragilise la balance commerciale de nombreux pays, qui importent massivement sans contrepartie en exportations. Par ailleurs, cette dynamique freine le développement du secteur manufacturier local, pourtant essentiel à la création d'emplois et à la transformation structurelle des économies africaines.



Le procès de Moses Turahirwa, figure montante de la mode rwandaise et fondateur de la marque Moshions, s'est ouvert le mardi 6 mai devant le tribunal de première instance de Kicukiro, à Kigali. À 36 ans, le styliste est poursuivi pour consommation de stupéfiants, une affaire qui a éclaté à la suite de publications polémiques sur les réseaux sociaux, dans lesquelles il critiquait ouvertement le président rwandais, Paul Kagame.

Lors de l'audience, Turahirwa a reconnu avoir consommé du cannabis, tout en contestant la quantité retrouvée à son domicile et en niant toute intention de trafic. Visiblement ému à la barre, il a présenté ses excuses pour les messages publiés sur Instagram, affirmant néanmoins que son arrestation était davantage liée à ses prises de position publiques qu'à sa consommation de drogues. Il a précisé avoir déjà demandé pardon au président Kagame pour ses propos, ce que le parquet a catégoriquement réfuté.

Une arrestation sur fond de tensions personnelles et politiques
L'affaire remonte à la nuit du 22 avril 2025, lorsque Turahirwa a été interpellé à son domicile par des agents qui ont forcé sa porte d'entrée. Quelques jours plus tôt, il avait diffusé une série de messages très critiques envers les autorités, accusant notamment le régime en place d'avoir injustement emprisonné son père. Dans un message désormais supprimé, il écrivait : « Je

RWANDA : LE STYLISTE MOSES TURAHIRWA DEVANT LA JUSTICE, ENTRE ACCUSATIONS DE DROGUE ET LIBERTÉ D'EXPRESSION

n'ai jamais pardonné à Kagame », exprimant ainsi un profond ressentiment, même après avoir vu le président porter à plusieurs reprises ses créations de mode.

Ces publications, largement relayées puis supprimées, ont suscité une vive controverse, d'autant que Turahirwa jouissait d'une image d'ambassadeur culturel du Rwanda à l'international. La marque Moshions, qu'il a fondée en 2015, est réputée pour moderniser l'esthétique vestimentaire rwandaise et africaine, et a acquis une notoriété au-delà des frontières du continent.

Une demande de libération sous caution en attente

L'audience s'est également penchée sur la demande de remise en liberté provisoire introduite par son avocat. Celle-ci s'appuie sur le besoin urgent pour l'accusé d'accéder à des soins médicaux liés à son addiction. Le parquet, toutefois, s'oppose à cette libération, invoquant une condamnation antérieure en première instance fin 2024, pour des faits similaires de consommation de stupéfiants.



De Novo est la thématique de Mian Media dédiée à la santé et au bien-être, avec pour objectif de mettre en lumière l'actualité médicale sur le continent africain, les avancées dans le secteur, ainsi que les personnalités scientifiques qui œuvrent pour améliorer la qualité de vie. À travers De Novo, nous explorons les innovations médicales, les défis sanitaires, et les initiatives locales qui transforment le paysage de la santé en Afrique. Ce volet vise à sensibiliser, informer et inspirer sur les enjeux de santé publique, en offrant un espace aux experts, praticiens, et organisations qui apportent des solutions concrètes aux problématiques de santé et bien-être. De Novo se veut un levier de connaissance et de prévention, avec l'ambition de contribuer activement au développement d'un environnement plus sain et épanoui pour tous.



www.denovo.info



+13.000
abonnés



+1000
abonnés





RDC : 182 NOUVEAUX CAS DE MPOX CONFIRMÉS À KINSHASA, DONT 30 À LA PRISON MILITAIRE DE NDOLO

L'épidémie de mpox (anciennement appelée variole du singe) continue de préoccuper les autorités sanitaires de la République démocratique du Congo. Selon les dernières données communiquées par l'Institut national de la santé publique (INSP), 182 nouveaux cas ont été confirmés au cours de la semaine écoulée, portant à 21 452 le nombre total de cas enregistrés depuis le début de l'année 2024. Kinshasa reste l'épicentre de l'épidémie, avec 88 nouvelles infections recensées, dont une part inquiétante en milieu carcéral.

Une flambée en milieu carcéral

À la prison militaire de Ndolo, située au cœur de la capitale, 30 cas ont été confirmés, dont un décès. Cette situation fait écho à des précédents survenus dans d'autres établissements pénitentiaires du pays, notamment à Kisangani, Gemena et Goma, où des interventions sanitaires d'urgence, accompagnées de campagnes de vaccination ciblées, avaient permis de contenir les foyers d'infection.

Le docteur Adélarde Lofungola, expert de l'INSP, alerte sur les risques élevés que présente la propagation du virus dans les lieux clos :

« Lorsqu'un cas est détecté dans un milieu fermé, la probabilité d'une flambée épidémique rapide est très élevée. À Ndolo, nous avons déjà identifié plus de 1 500 personnes potentiellement exposées. Des investigations renforcées sont en cours pour retracer tous les cas contacts, et une campagne de vaccination est actuellement déployée pour contenir la situation. »

Une prison surpeuplée et vulnérable

Construite pour accueillir 500 détenus, la prison de Ndolo en héberge aujourd'hui plus de 2 000. Cette surpopulation critique constitue un facteur aggravant majeur dans la propagation de maladies infectieuses. Emmanuel Cole, représentant de la Fondation Bill Clinton pour la paix, déplore l'état des infrastructures carcérales :

« Les cellules sont surchargées, les conditions d'hygiène sont précaires, et le système de santé pénitentiaire est sous-dimensionné. Il est impératif de soigner tous les détenus touchés et d'accélérer les campagnes de prévention. »

Des vaccins en renfort

Face à cette nouvelle vague, les autorités sanitaires congolaises misent sur une stratégie de vaccination élargie. En novembre 2024, une première extension de la couverture vaccinale avait été décidée, incluant les établissements pénitentiaires de Kinshasa. Cette semaine, l'INSP a confirmé l'arrivée imminente d'un lot d'1,5 million de doses de vaccins contre le mpox, fournies par le gouvernement japonais dans le cadre d'un partenariat bilatéral.

Ce renfort logistique devrait permettre d'intensifier la protection des populations les plus à risque, en particulier les personnes vivant dans des environnements fermés et densément peuplés. La coordination entre les autorités sanitaires, les partenaires internationaux et les organisations de la société civile sera déterminante pour enrayer cette épidémie qui, bien que montrant des signes de légère régression, reste l'une des plus sévères que la RDC ait connue ces dernières années.

MADAGASCAR : L'OMS DÉCLARE LA FIN DE L'ÉPIDÉMIE DE POLIOMYÉLITE



Dans un communiqué publié le 20 mai 2025, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a officiellement annoncé que la poliomyélite ne circulait plus à Madagascar. Cette déclaration marque la fin d'une épidémie qui, depuis 2020, avait suscité l'inquiétude sur la Grande Île, en raison de la résurgence du poliovirus de type 1, la dernière souche encore active dans le monde et potentiellement responsable de paralysies irréversibles.

La réponse à cette crise sanitaire a été massive et rapide. Dès 2023, à la suite de deux cas inhabituels de paralysie chez des adultes, les autorités malgaches ont intensifié leurs efforts avec le soutien de l'OMS et de l'UNICEF. Environ 19 millions de personnes – soit près des deux tiers de la population – ont été vaccinées dans le cadre d'une campagne de porte-à-porte d'une ampleur exceptionnelle. Christine Jaulmes, représentante de l'UNICEF à Madagascar, a salué cet engagement collectif : « Il s'agissait d'une vaccination de proximité, menée jusque dans les recoins les plus isolés du pays. C'est un exemple de mobilisation qui peut inspirer d'autres nations confrontées à des épidémies similaires. »

Pourtant, malgré ce succès, la vigilance reste de mise. Le professeur Laurent Musango, représentant de l'OMS sur place, a insisté sur la nécessité de maintenir la pression en assurant une vaccination systématique, notamment dans les zones enclavées où l'accès aux doses demeure difficile et où subsistent parfois des réticences au sein de la population. « Ces vaccins sont gratuits, sûrs, et représentent notre meilleure arme contre les maladies évitables », a-t-il rappelé.

Cette victoire sanitaire s'inscrit dans une histoire plus longue et plus complexe. Déclarée exempte de poliomyélite en 2018, Madagascar avait connu une rechute deux ans plus tard. Ce retour inattendu du virus avait mis en évidence les fragilités persistantes du système de santé, en particulier dans les zones rurales peu desservies.

La fin officielle de l'épidémie constitue donc un soulagement, mais aussi un avertissement. Seule une couverture vaccinale élevée et constante permettra d'éviter de nouvelles flambées. Pour les autorités malgaches, ce nouveau tournant est l'occasion de renforcer durablement les programmes de santé publique et d'inscrire la prévention au cœur des politiques sanitaires nationales.



CÔTE D'IVOIRE : LES CENTRES MÈRE KANGOUROU, UN ESPOIR POUR LES PRÉMATURÉS

Chaque année, près de 34 000 bébés viennent au monde trop tôt en Côte d'Ivoire. La prématurité reste l'une des premières causes de mortalité néonatale dans le pays, pesant lourdement sur les statistiques de santé infantile. Face à cette urgence silencieuse, un programme discret mais révolutionnaire change peu à peu le destin de milliers de nouveau-nés : les Centres de Soins Mère Kangourou.

Depuis six ans, avec le soutien de l'UNICEF et du Fonds Muskoka, et en collaboration avec le gouvernement ivoirien, quinze unités ont été ouvertes à travers le pays. Leur principe est simple, mais profondément humain : offrir aux bébés prématurés la chaleur et la sécurité du corps maternel, grâce au contact peau à peau maintenu de longues heures par jour. Loin des couveuses high-tech inaccessibles pour de nombreuses structures de santé africaines, la méthode kangourou mise sur l'instinct et la proximité.

Ce lien vital entre la mère et l'enfant, c'est le cœur du protocole Mère Kangourou. L'enfant est installé en permanence contre la poitrine de sa mère, enveloppé d'un pagne noué fermement. La chaleur corporelle remplace les incubateurs, avec des résultats impressionnants. « On a eu des bébés de 600 grammes qui sont devenus de beaux bébés en bonne santé », témoigne Nicole Howo, infirmière dans le service.

Mais les bienfaits ne s'arrêtent pas là. L'accompagnement psychologique est aussi central. « Beaucoup de mères, après une naissance prématurée, n'osent même pas nommer leur bébé, de peur qu'il ne survive pas », explique le Dr Chantière Somé-Meazieu, responsable de l'unité. « Ici, elles retrouvent confiance. Chaque gramme gagné est une victoire. Lorsqu'un bébé atteint un kilo, c'est la fête. »

Le programme séduit par son efficacité autant que par son humanité. Selon Mariana Stirbu, représentante par intérim de l'UNICEF, le centre de Treichville a enregistré un taux de survie de 99 % en 2024. « Ces enfants auraient pu mourir. Cette approche change leur destinée. »

À l'horizon 2030, le gouvernement vise l'implantation de centres Mère Kangourou dans l'ensemble du pays. Une ambition réaliste, portée par des résultats concrets. Dans un pays où la prématurité représente près de 30 % des décès néonataux, la méthode kangourou apparaît comme un levier vital. À la fois accessible, culturellement adaptée et fondée sur le lien le plus ancien du monde — celui entre une mère et son enfant.

Un geste aussi ancien que la vie. Une technique aussi simple qu'essentielle. Une réponse moderne à l'un des défis les plus urgents de la santé infantile en Afrique.



PALUDISME : EN AFRIQUE, UNE ÉRADICATION D'ICI 2030 DE PLUS EN PLUS INCERTAINE

La Journée internationale de lutte contre le paludisme, célébrée le 25 avril dernier, a été marquée par une réalité difficile à ignorer : la promesse d'éradication de la maladie d'ici 2030 s'éloigne chaque année un peu plus. En 2023, le monde a enregistré plus de 263 millions de cas de paludisme, dont près de 600 000 décès — une écrasante majorité sur le continent africain.

Une charge toujours écrasante pour l'Afrique

Malgré les progrès accomplis depuis deux décennies, l'Afrique subsaharienne continue de porter le lourd fardeau de cette maladie évitable. Les efforts engagés ont été considérables : en 25 ans, environ deux milliards d'infections ont été évitées, et treize millions de vies ont été sauvées. Mais les avancées restent fragiles.

Les parasites deviennent résistants aux traitements, tandis que les moustiques s'adaptent aux insecticides. Philippe Duneton, directeur exécutif d'Unitaid, alerte sur l'urgence de l'innovation : « Il faut absolument de nouveaux outils si l'on veut rester en avance sur le parasite. »

De nouvelles moustiquaires imprégnées de deux insecticides, un deuxième vaccin antipaludique et des recherches expérimentales visant à rendre le sang humain toxique pour les moustiques montrent des signes d'espoir. Mais ces innovations sont freinées par une réalité politique : la baisse du financement international.

Un financement fragilisé

Depuis l'arrivée de l'administration Trump, les coupes budgétaires dans l'aide internationale ont eu un effet direct sur le déploiement des

outils de lutte contre le paludisme. Même si des exemptions ont été annoncées pour ce secteur, les conséquences sont déjà visibles. Dans les pays du Sahel, plusieurs campagnes de distribution de moustiquaires ont été retardées, aggravant les risques à l'approche de la saison des pluies.

D'après les estimations du Malaria Atlas Project, un gel complet d'un an des financements américains pourrait entraîner 15 millions de cas supplémentaires et jusqu'à 107 000 décès.

Le Cameroun entre volontarisme et limites structurelles

En Afrique, le Cameroun figure parmi les pays les plus mobilisés. En 2024, il a reçu près d'un million de doses du vaccin antipaludique, avec une couverture de 70 % pour la première dose. Mais les taux d'adhésion décroissent fortement pour les deux doses suivantes : moins d'un enfant sur deux reçoit la troisième injection.

Pour Shalom Ndoula Tchokfe, secrétaire permanent du Programme élargi de vaccination, ce déficit s'explique en partie par le calendrier vaccinal inédit : « Il faut que les mères ramènent leur enfant à six, sept, puis neuf mois. Ce sont des rendez-vous inhabituels qui nécessitent un effort supplémentaire. »

Malgré ces limites, les données du ministère de la Santé montrent déjà une baisse notable des décès infantiles liés au paludisme dans les 42 districts où le vaccin a été administré. D'autres mesures, comme la chimioprévention saisonnière ou le traitement préventif intermittent chez les femmes enceintes, ont également été renforcées.

CÔTE D'IVOIRE : UNE HAUSSE DU BUDGET SANTÉ EN 2025 POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE SOINS



Le gouvernement ivoirien donne une nouvelle impulsion à son ambition sanitaire. En 2025, le budget du Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (MSHPCMU) atteindra 747,8 milliards de FCFA, marquant une hausse de 22,47 % par rapport à l'année précédente. Cette progression significative traduit la volonté de l'État d'asseoir une politique de santé publique ambitieuse, structurée autour de l'accès, de la qualité et de la transparence.

Un budget à la hauteur des priorités sanitaires

Lors de la rentrée budgétaire du ministère, le ministre Pierre Dimba, représenté par son directeur de cabinet, le Dr Aka Charles Koffi, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à offrir des soins accessibles et de qualité à tous les citoyens, dans un esprit de rigueur et de gouvernance ouverte. Cette augmentation budgétaire vise à accompagner des programmes de santé publique élargis : lutte contre les addictions (tabac, alcool, drogues), soutien renforcé au Fonds national de lutte contre le SIDA (FNLS), et poursuite du déploiement de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Des avancées notables en 2024

L'année 2024 a posé les bases de cette dynamique. Vingt nouveaux hôpitaux ont été inaugurés, dotés d'équipements modernes. Plusieurs établissements de référence ont été réhabilités, dont le Centre National de Prévention et de Traitement de l'Insuffisance Rénale (CNPTIR), désormais capable d'accueillir plus de 500 patients atteints de maladies rénales.

Du côté de la CMU, la couverture a atteint 14 % de

la population, soit plus de 3,5 millions d'Ivoiriens, avec plus de 2 000 établissements conventionnés. Sur le front de la prévention, plus d'un million d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole, la rubéole et le paludisme, consolidant les efforts de santé publique à l'échelle nationale.

Une ambition soutenue par des réformes structurelles

Le ministère a entrepris d'importantes réformes législatives et réglementaires, destinées à renforcer l'éthique professionnelle, la transparence et la responsabilisation des acteurs du secteur. Le taux d'exécution budgétaire de 2024 s'élève à 97,28 %, une performance saluée, bien que perfectible, notamment en ce qui concerne la gestion des marchés publics et des crédits sectoriels.

Doumbia Abraham, directeur des affaires financières du ministère, a précisé que la majeure partie des fonds supplémentaires alloués en 2025 est fléchée vers des projets précis, ce qui limite la marge de manœuvre dans l'affectation des dépenses. Néanmoins, il a insisté sur la nécessité d'une gestion rigoureuse pour maximiser l'impact des investissements engagés.

De nouveaux chantiers prioritaires

Parmi les projets inscrits dans le budget 2025 figurent la construction de nouveaux centres de transfusion sanguine, la réhabilitation des hôpitaux existants, l'achèvement du CHU d'Abobo, la construction de l'hôpital général de Tarifié, ainsi que le renforcement du Programme national de lutte contre le cancer et les hépatites.



Brics & Co est la thématique de Mian Media consacrée à l'actualité politique, économique, et sociale des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et des autres pays émergents. Cette rubrique explore les défis, les opportunités, et les transformations qui façonnent ces économies en pleine croissance, tout en analysant leur rôle sur la scène internationale. À travers des reportages, des analyses, et des interviews, Brics & Co offre une compréhension approfondie des enjeux qui affectent ces nations et de leur influence croissante dans un ordre mondial en mutation. En décryptant les dynamiques internes, les alliances économiques, et les relations internationales, Brics & Co se veut un guide pour mieux appréhender le futur des puissances émergentes et leur impact sur l'économie globale.



www.bricsandco.com



+31.000
abonnés



+1500
abonnés



+1300
abonnés





BRICS : LES PAYS MEMBRES S'ACCORDENT SUR UNE INITIATIVE AUDACIEUSE POUR LE CLIMAT

Les pays membres des BRICS viennent de franchir une étape significative dans leur engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique. Lors d'une réunion consacrée au climat et au développement durable, le bloc a adopté un document-cadre novateur, marquant ainsi la première fois qu'il se positionne de manière concertée sur cette question cruciale.

Bien que ce texte ne soit pas juridiquement contraignant, il constitue une base solide en vue de l'élaboration d'une stratégie commune. Il propose plusieurs axes d'action visant à renforcer le soutien aux pays du Sud face aux défis environnementaux croissants. Parmi les mesures envisagées figurent la réforme des institutions financières multilatérales, l'augmentation des financements à des conditions avantageuses, ainsi que la mobilisation de nouveaux investissements privés. Ce cadre devrait être prochainement soumis à l'examen des chefs d'État.

Cette initiative traduit une volonté claire des BRICS de jouer un rôle plus structurant sur la scène internationale. En unifiant leurs positions, les membres du bloc se préparent activement à la prochaine Conférence des Parties (COP30), qui se tiendra au Brésil. Ce sommet représente une opportunité stratégique pour faire entendre la voix des pays en développement, souvent confrontés à

des moyens limités pour répondre aux impacts du changement climatique.

Selon des sources fiables, ce document-cadre vise à orienter plus efficacement les efforts collectifs des BRICS, notamment en matière de mobilisation de financements, d'amélioration des cadres réglementaires et d'adaptation des mécanismes de soutien aux pays les plus vulnérables.

Cependant, au-delà des intentions affichées, le véritable défi demeure la mise en œuvre concrète de ce cadre. L'accès restreint aux financements reste l'un des principaux obstacles à surmonter, en particulier pour les économies du Sud. Face à cette réalité, les BRICS affichent leur détermination à proposer une approche plus équilibrée du financement climatique, moins dépendante des canaux traditionnels dominés par les grandes puissances occidentales.

Cette initiative commune pourrait marquer un tournant dans la manière dont les pays en développement abordent les enjeux climatiques. En favorisant une coopération renforcée et en mobilisant des ressources mieux adaptées à leurs réalités, les BRICS ambitionnent de contribuer à bâtir un avenir plus résilient et durable pour le Sud global.



ÉTATS-UNIS : ÉCHANGES TENDUS ENTRE DONALD TRUMP ET CYRIL RAMAPHOSA À LA MAISON BLANCHE

Le 21 mai, la Maison Blanche a été le théâtre d'une rencontre diplomatique très attendue entre le président américain Donald Trump et son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa. Si la rencontre s'est déroulée dans un cadre protocolaire strict, elle n'a pas échappé à des échanges tendus, en raison notamment des déclarations controversées de Donald Trump sur la situation des fermiers blancs en Afrique du Sud.

Dès les premières minutes, l'atmosphère était empreinte d'une certaine tension. Contrairement à d'autres réceptions récentes — comme celle du président ukrainien Volodymyr Zelensky en février — les échanges, bien que musclés, sont restés dans les limites de la courtoisie diplomatique. Donald Trump a surpris son interlocuteur en diffusant une série de vidéos controversées, montrant des appels présumés à la violence contre la minorité blanche sud-africaine. Une démarche immédiatement contestée par Cyril Ramaphosa, qui a tenu à rappeler que ces discours ne faisaient en aucun cas partie de sa coalition politique. Il a fermement nié l'existence de politiques d'expropriation sans compensation, souvent brandies par certains groupes comme une menace à la propriété foncière blanche.

Ramaphosa recentre le dialogue sur la coopération

Face à ces accusations, le président sud-africain

a su adopter une posture mesurée. Il a recentré le dialogue sur des enjeux de coopération, notamment la lutte contre la criminalité endémique, qui touche aussi bien les fermiers blancs que les communautés noires. En plaidant pour un partenariat stratégique renforcé entre les deux pays, Ramaphosa a cherché à réorienter la discussion vers des bases plus constructives.

Sa délégation, composée de personnalités influentes soigneusement sélectionnées, a également contribué à détendre l'atmosphère. En incluant des figures du golf sud-africain comme Ernie Els et Retief Goosen — deux légendes d'un sport que Trump affectionne particulièrement — Pretoria a visiblement opté pour une diplomatie subtile, misant sur les affinités personnelles du président américain pour alléger la tension.

Des tensions profondes mais une coopération incontournable

La relation entre Washington et Pretoria reste marquée par plusieurs points de friction. Les propos de Donald Trump évoquant un prétendu « génocide » des fermiers blancs sud-africains, sans fondement avéré, ont provoqué l'indignation à Pretoria. Plus récemment, l'arrivée aux États-Unis d'une cinquantaine de membres de la minorité afrikaner, venus chercher asile après les appels de Trump à quitter l'Afrique du Sud, a encore alimenté les tensions.



RUSSIE : POUTINE CÉLÈBRE LES 80 ANS DE LA VICTOIRE CONTRE L'ALLEMAGNE NAZIE PAR UNE PARADE MILITAIRE MASSIVE À MOSCOU

Le vendredi 9 mai, la place Rouge de Moscou a de nouveau été le centre de gravité de la mémoire historique russe, à l'occasion du 80^e anniversaire de la victoire contre l'Allemagne nazie. Fidèle à la tradition, Vladimir Poutine a orchestré une parade militaire d'envergure, transformant ce moment de commémoration en une tribune politique assumée, où le soutien à l'offensive en Ukraine a été largement mis en avant.

Un discours sous haute tension

Dans un discours solennel prononcé devant une vingtaine de dirigeants étrangers, dont Xi Jinping (Chine) et Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil), le président russe a proclamé que « l'ensemble de la nation soutient l'opération spéciale en Ukraine », en référence à la guerre en cours. Poutine a notamment martelé que les forces russes poursuivaient leur combat contre le « nazisme, la russophobie et l'antisémitisme », réactivant la rhétorique utilisée depuis février 2022 pour justifier l'intervention militaire. Il a également réaffirmé son objectif de « dénazification de l'Ukraine », une affirmation qui continue de provoquer l'indignation à l'international.

Une mise en scène du pouvoir militaire

La parade militaire a impressionné tant par son ampleur que par la symbolique déployée. Environ 11 000 soldats, dont 1 500 vétérans du front ukrainien, ont défilé dans un ordre impeccable, selon l'agence

TASS. Parmi les équipements exposés figuraient des chars T-34 de la Seconde Guerre mondiale, aux côtés de blindés plus récents, dans une mise en scène soulignant la continuité historique de la puissance militaire russe. Tous portaient les couleurs emblématiques de la victoire de 1945, entre nostalgie soviétique et revendication contemporaine.

Les rues de Moscou étaient elles aussi aux couleurs nationales. Banderoles, slogans patriotiques et décorations fleuries rappelaient le poids de cette date dans la mémoire collective. Les commerces, restaurants et institutions publiques ont affiché leur fierté, invitant les citoyens à « se souvenir » du sacrifice des anciens combattants.

Une démonstration de force aérienne

La parade s'est clôturée par un spectaculaire défilé aérien, mettant en scène les fleurons de l'aviation russe. Cette démonstration, très attendue, a permis de montrer la capacité opérationnelle des forces armées malgré les pressions économiques et militaires auxquelles Moscou fait face depuis le début du conflit en Ukraine.

Après avoir salué ses homologues étrangers, Vladimir Poutine a quitté la tribune d'honneur pour rejoindre ses officiers, clôturant une journée à la fois symbolique et stratégique.



AFFRONTEMENTS INDE-PAKISTAN : UNE ESCALADE INQUIÉTANTE AU CŒUR D'UN CONFLIT HISTORIQUE

Alors que le monde reste focalisé sur d'autres théâtres de tension, l'Asie du Sud vient de connaître l'un de ses épisodes les plus violents depuis deux décennies. Entre les 6 et 7 mai 2025, des échanges de tirs d'artillerie et de bombardements ont causé la mort d'au moins 26 personnes au Pakistan et 8 en Inde, dans un regain de tension brutal entre les deux puissances nucléaires. L'escalade fait suite à l'assassinat, le 22 avril, de 26 civils dans la région du Cachemire indien, un acte attribué à des groupes séparatistes islamistes. Cet événement a ravivé une rivalité enracinée dans l'histoire mouvementée des deux pays, héritée de leur partition sanglante en 1947.

Un conflit ancien aux lignes toujours instables

Le Cachemire, territoire montagneux à majorité musulmane, reste au cœur du différend territorial indo-pakistanaï. Pour New Delhi, la région est une entité intégrale de la nation indienne, même si elle est soumise depuis 2019 à une gouvernance directe et à une militarisation accrue depuis la révocation de son autonomie constitutionnelle. Islamabad, quant à lui, revendique le droit à l'autodétermination des Cachemiris et considère les actions de l'Inde comme une occupation illégitime.

Didier Chaudet, spécialiste de l'Asie centrale et du sous-continent indien, rappelle que l'idéologie nationaliste hindoue du BJP, parti du Premier

ministre Narendra Modi, pousse à une politique de fermeté absolue sur le Cachemire. À ses yeux, pour l'État indien, toute concession serait un aveu de faiblesse. Cette posture s'est radicalisée après l'attentat du 22 avril, utilisé comme justification pour des représailles militaires massives.

Une réponse prévisible, mais lourde de risques

La riposte militaire indienne, déclenchée sous pression politique interne, s'inscrit dans une stratégie de domination narrative et de démonstration de puissance à l'approche d'échéances électorales nationales. Le gouvernement Modi, fidèle à sa rhétorique de souveraineté intransigeante, rejette désormais toute négociation qui ne porterait pas sur ce qu'il considère comme des territoires occupés par le Pakistan, en l'occurrence l'Azad Cachemire et le Gilgit-Baltistan.

Dans ce contexte, la frontière dite « ligne de contrôle », qui sépare les deux Cachemires depuis 1949, apparaît de plus en plus comme une ligne de front active, contestée dans les discours et sur le terrain.

Une menace nucléaire bien réelle

Au-delà de l'escalade conventionnelle, c'est le spectre de l'arme nucléaire qui inquiète. L'Inde et le Pakistan possèdent tous deux l'arme atomique et ont développé des doctrines de dissuasion flexibles, mais dangereuses.



BRÉSIL – CHINE : LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE S'ENFONCENT AU CŒUR DE L'AMAZONIE

Sous les projecteurs du monde, le président chinois Xi Jinping inaugure en grande pompe un port ultramoderne, première étape d'un projet continental aux ramifications complexes. En apparence, le port de Chancay est un simple terminal maritime du Pacifique. En réalité, il symbolise l'ambition planétaire de Pékin : intégrer l'Amérique du Sud à son initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Et c'est en Amazonie brésilienne que la prochaine grande bataille logistique et géopolitique se joue.

Un tournant stratégique pour Pékin

Dans un contexte de tensions commerciales persistantes avec Washington, la Chine cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement. Le Brésil, premier producteur mondial de soja et riche en métaux rares comme le niobium, est devenu un partenaire incontournable. En vingt ans, les exportations de soja brésilien vers l'Asie ont doublé, atteignant 20 milliards de dollars par an. À cela s'ajoute l'intérêt croissant de Pékin pour les ressources stratégiques de la forêt amazonienne, où plusieurs entreprises chinoises exploitent déjà des gisements miniers.

Mais pour sécuriser et fluidifier ces flux, un défi s'impose : transformer la géographie. L'acheminement des marchandises depuis l'Amazonie vers l'Asie est aujourd'hui ralenti par le passage obligatoire par les ports de l'Atlantique. D'où le lancement d'un projet titanesque visant à relier la région amazonienne aux côtes du Pacifique à travers un réseau combiné de routes, de voies ferrées et de corridors fluviaux.

La Route Amazone, colonne vertébrale du projet

Au cœur de ce dispositif, la Route Amazone est appelée à devenir l'un des axes les plus emblématiques. Cette voie reliera la ville de Manaus, en plein cœur de l'Amazonie brésilienne, à quatre grands ports du Pacifique — deux au Pérou, un en Équateur et un autre en Colombie. Selon les autorités brésiennes, l'achèvement de cette route est prévu pour fin 2026, avec une accélération des travaux entamée dès 2023 sous l'impulsion d'accords sino-brésiliens.

Une carte publiée par Mongabay révèle l'ampleur du chantier : cinq grands corridors de transport traversant la forêt tropicale sur plusieurs milliers de kilomètres, redéfinissant le visage logistique de l'Amérique du Sud. L'objectif est clair : acheminer plus vite, plus loin, à moindre coût.

Déforestation, dragages et cohabitation forcée

Cette ambition se heurte toutefois à une réalité bien plus fragile : celle des écosystèmes amazoniens et des communautés autochtones. Les travaux prévoient 190 aménagements majeurs au Brésil, dont le dragage des rivières, la construction de ponts, de routes goudronnées et de ports fluviaux. Aux abords des fleuves, les pirogues traditionnelles devront désormais partager les eaux avec d'immenses navires de commerce, tandis que les rives s'équipent progressivement de panneaux de signalisation, de systèmes de contrôle maritime et de zones industrielles.



AFRIQUE DU SUD : CYRIL RAMAPHOSA RELANCE LA QUÊTE DE JUSTICE POUR LES CRIMES DE L'APARTHEID

Pretoria, 30 avril 2025 – Plus de trois décennies après la fin officielle du régime de l'apartheid, la justice sud-africaine peine encore à solder les comptes du passé. Face à ce constat, le président Cyril Ramaphosa a annoncé la création prochaine d'une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les crimes commis durant cette période et les raisons pour lesquelles la majorité des auteurs n'ont jamais été traduits devant les tribunaux.

Cette décision, accueillie avec espoir par les familles des victimes et les organisations de défense des droits humains, vise à revisiter les recommandations formulées par la Commission Vérité et Réconciliation (TRC) en 1998, restées en grande partie lettre morte.

Une justice toujours inachevée

À l'issue de ses travaux, la TRC avait identifié près de 300 affaires criminelles impliquant d'anciens agents du régime, dont la responsabilité n'avait pas été levée par une amnistie. Pourtant, 27 ans plus tard, seuls quelques dossiers emblématiques – comme ceux de l'activiste Ahmed Timol ou de Neil Aggett – ont fait l'objet d'un procès. La plupart des suspects sont aujourd'hui décédés ou inaccessibles, laissant des centaines de familles sans réponse, ni réparation.

Pour nombre d'observateurs, ce retard n'est pas seulement dû à l'usure du temps. Plusieurs voix, dont d'anciens magistrats et procureurs, dénoncent des interférences politiques systématiques, notamment sous la présidence de Thabo Mbeki, qui auraient volontairement freiné l'instruction de ces affaires sensibles.

Un tournant dans le devoir de mémoire

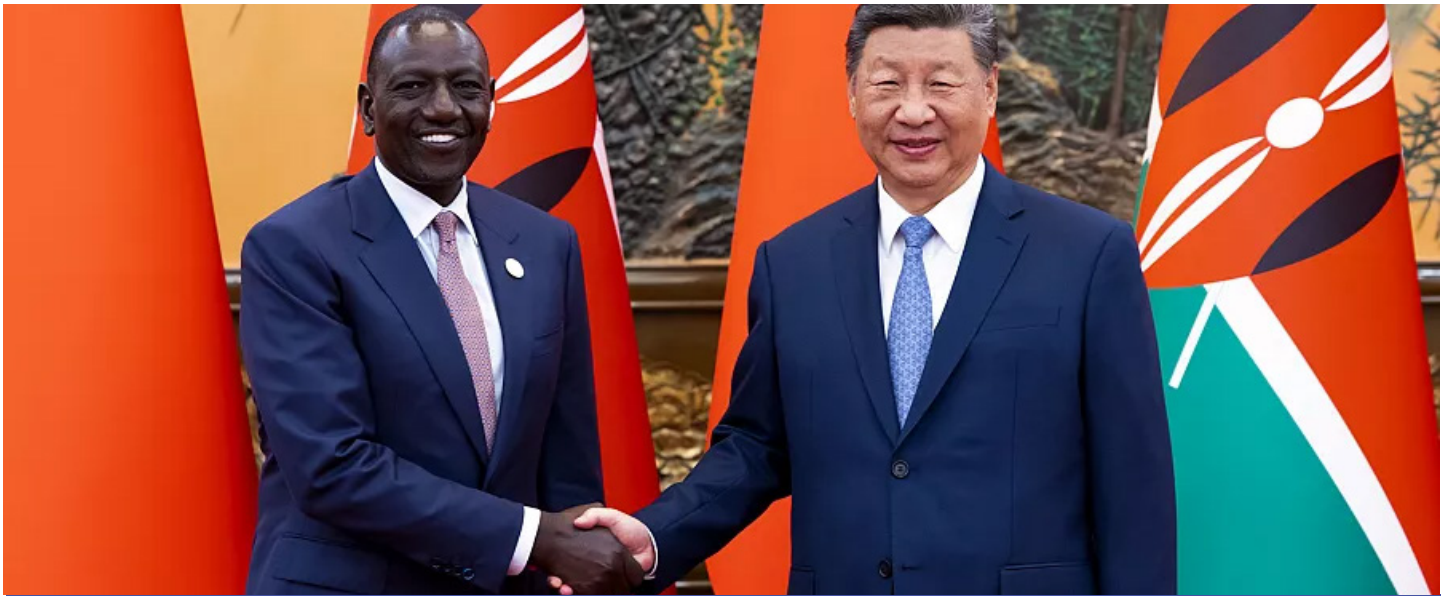
Conscient du désarroi croissant des familles et des critiques sur l'impunité persistante, Cyril Ramaphosa a souligné dans son annonce que cette commission aura pour mission de déterminer les blocages institutionnels et politiques ayant empêché la poursuite des crimes de l'apartheid. Elle devra également formuler des recommandations pour assurer que de tels obstacles ne puissent plus entraver la justice dans le futur.

Le président a assuré que cette démarche s'inscrit dans une volonté sincère de renforcer le processus de réconciliation nationale, en garantissant que les souffrances du passé ne soient ni oubliées, ni instrumentalisées.

Les familles attendent des actes concrets

Depuis le début de l'année 2025, plusieurs familles de victimes ont décidé de relancer des procédures judiciaires par leurs propres moyens, appuyées par des ONG et des avocats engagés dans le combat mémoriel. Pour elles, la commission annoncée ne sera crédible que si elle bénéficie d'une indépendance totale, d'un calendrier clair, et de moyens suffisants pour enquêter et recommander d'éventuelles poursuites.

La désignation du président de cette commission ainsi que la définition de son mandat et de sa durée seront déterminantes pour juger de la sincérité politique de l'initiative.



KENYA-CHINE : WILLIAM RUTO CHOISIT PÉKIN POUR REDESSINER L'ÉQUILIBRE DIPLOMATIQUE AFRICAIN

Du 22 au 26 avril 2025, le président kényan William Ruto a effectué une visite d'État particulièrement stratégique en Chine, illustrant le basculement progressif d'une partie de l'Afrique vers de nouveaux pôles d'influence. Ce troisième déplacement officiel à Pékin depuis son arrivée au pouvoir en 2022 revêt une importance symbolique et structurelle : il marque une volonté affirmée du Kenya de redéfinir ses alliances économiques et diplomatiques dans un monde en recomposition.

Une coopération économique en plein essor

Au cœur de la visite : la signature de vingt accords bilatéraux touchant des secteurs-clés tels que les infrastructures, l'e-commerce, l'éducation, les transports intelligents, la gestion des ressources hydriques ou encore la coopération scientifique. Parmi les projets phares, le président Ruto espère obtenir un soutien financier chinois pour deux infrastructures majeures : la prolongation de la Standard Gauge Railway (SGR) jusqu'à la frontière avec l'Ouganda, et l'élargissement de l'autoroute Nairobi-Mau Summit, axe logistique vital pour la région des Grands Lacs. Pour Nairobi, ces projets s'inscrivent dans une stratégie plus large d'intégration régionale et de renforcement du corridor nord-est-africain.

Diversification des partenariats face au désengagement occidental

Cette intensification de la relation sino-kényane intervient alors que le Kenya est confronté à un contexte de désengagement relatif de ses partenaires occidentaux traditionnels. Les récentes mesures protectionnistes adoptées par

Washington, notamment l'imposition d'une taxe de 10 % sur les exportations kényanes, ont été perçues à Nairobi comme une remise en cause du partenariat stratégique américano-kényan. En réponse, William Ruto semble s'inscrire dans une logique de rééquilibrage des alliances, misant sur la Belt and Road Initiative comme levier d'investissement, de modernisation et d'alignement avec les priorités du Sud global.

Une rhétorique assumée contre l'ordre mondial

Dans un discours prononcé à l'université de Pékin, le président Ruto a exprimé sans ambages ses critiques à l'égard de l'ordre international actuel. Qualifiant le Conseil de sécurité des Nations Unies de « cassé », il a dénoncé les politiques commerciales jugées destructrices menées par certaines puissances occidentales. Ces propos s'inscrivent dans une diplomatie de rupture de plus en plus assumée par plusieurs dirigeants africains, qui entendent contester les asymétries de la gouvernance mondiale.

La Chine, un partenaire stratégique pour le Sud global

Côté chinois, la réponse ne s'est pas fait attendre. Le président Xi Jinping a salué la posture du Kenya, affirmant sa volonté de renforcer la coopération bilatérale autour de trois axes : la souveraineté, la modernisation économique et la solidarité Sud-Sud. Il a insisté sur l'importance de la complémentarité entre les deux pays dans des domaines tels que la connectivité commerciale,



INDE-ÉTATS-UNIS : J.D. VANCE SCELLE UN RAPPROCHEMENT POLITIQUE ET COMMERCIAL SOUS LE REGARD DE NARENDRA MODI

En visite officielle de trois jours à New Delhi, le vice-président américain J.D. Vance a conclu le 23 avril 2025 un déplacement à haute valeur symbolique et stratégique. Derrière les fastes d'une réception soigneusement orchestrée par le gouvernement indien, cette mission diplomatique visait avant tout à affirmer une convergence idéologique entre les administrations Trump et Modi, tout en jetant les bases d'un futur accord de libre-échange.

Une diplomatie au service du spectacle et du récit

Reçu avec faste – éléphants caparaçonnés, danseurs traditionnels et dîner officiel – J.D. Vance a multiplié les gestes de proximité envers son hôte indien. Il a loué à plusieurs reprises la « popularité historique » de Narendra Modi, n'hésitant pas à le qualifier de leader visionnaire pour l'Inde du XXI^e siècle. Ce langage, soigneusement calibré, s'inscrit dans une stratégie de séduction politique assumée : rapprocher deux nations portées par des dirigeants populistes, partageant un discours identitaire fort, une méfiance envers les élites globales et une volonté de repositionner leur pays dans l'ordre mondial.

Un accord commercial en ligne de mire

Au cœur de la visite figure la volonté affichée des deux parties de conclure un accord bilatéral de libre-échange, sujet de négociations depuis plusieurs années mais jusqu'ici enlisé dans des différends tarifaires. Harsh Pant, analyste à l'Observer Research Foundation, se montre prudemment optimiste : « L'approche par étapes

pourrait débloquer les choses. Si l'Inde accepte de réduire certaines de ses barrières commerciales, Washington pourrait accorder des contreparties sur les exportations ou les visas de travail. »

Ce rapprochement s'inscrit dans un contexte où l'Inde cherche à diversifier ses partenariats économiques pour affirmer son autonomie stratégique, tout en profitant des tensions sino-américaines pour se positionner comme un allié crédible de l'Occident.

Un rapprochement idéologique assumé

Mais au-delà du commerce, la visite de J.D. Vance a mis en lumière une affinité idéologique croissante entre Washington et New Delhi, portée par deux courants nationalistes. Jean-Joseph Boillot, spécialiste des relations internationales, souligne la complexité de cette dynamique : « La diplomatie indienne est traversée par une tension. D'un côté, les professionnels du ministère des Affaires étrangères mesurent les limites du soutien américain. De l'autre, le BJP, parti au pouvoir, voit dans l'Amérique trumpiste un miroir idéologique, voire un partenaire naturel dans la lutte contre le multiculturalisme progressiste. »

Inquiétudes sur l'immigration et les concessions

Toutefois, ce rapprochement n'est pas sans susciter des tensions internes. L'opposition indienne alerte sur les concessions que New Delhi pourrait être amenée à faire dans les domaines agricoles, pharmaceutiques ou numériques, au détriment des intérêts nationaux.



RUSSIE-TALIBANS : VERS UNE NORMALISATION PRAGMATIQUE DES RELATIONS

Le 17 avril 2025, la Cour suprême de Russie a retiré officiellement les talibans afghans de sa liste d'organisations terroristes, une décision à « effet immédiat » qui marque une étape significative dans le rapprochement progressif entre Moscou et Kaboul. Si cette annonce n'équivaut pas à une reconnaissance formelle du gouvernement taliban, elle traduit néanmoins une dynamique diplomatique en cours, motivée par des enjeux sécuritaires et géoéconomiques de plus en plus stratégiques.

La fin d'un statut d'exception

La mise à l'index des talibans par la Russie remontait à 2003, dans un contexte de lutte globale contre le terrorisme post-11 septembre. Le retrait de ce statut de groupe terroriste met donc fin à plus de deux décennies de condamnation officielle. L'avocat ayant plaidé en faveur de cette décision a affirmé que le groupe « ne menait plus d'activités terroristes », signalant ainsi un changement d'appréciation juridique de la part de Moscou, conforme à son attachement au formalisme étatique.

Mais au-delà du droit, c'est bien la *realpolitik* qui motive ce revirement. Dans une Russie confrontée à l'isolement international depuis l'invasion de l'Ukraine, le réagencement de ses partenariats régionaux est devenu une priorité stratégique. Le mouvement taliban, aujourd'hui pouvoir de fait en Afghanistan, représente à ce titre un interlocuteur de poids dans la lutte contre l'instabilité régionale.

L'EI-K comme ennemi commun

L'attentat perpétré en mars 2024 au Crocus City Hall à Moscou par la branche régionale de l'État islamique, l'EI-Khorassan, a brutalement rappelé à la Russie la menace terroriste venue d'Asie centrale. Ce drame, qui a coûté la vie à 145 personnes, a agi comme un accélérateur du rapprochement russo-taliban : les deux parties partageant un adversaire commun en l'EI-K, dont l'activité se concentre notamment dans l'est afghan, mais dont les ramifications inquiètent Moscou jusque dans le Caucase.

En ce sens, la coopération sécuritaire semble primer sur les considérations idéologiques ou diplomatiques. Le pragmatisme prévaut : face à la montée de l'instabilité, les talibans apparaissent, aux yeux du Kremlin, comme un rempart relatif contre un djihadisme plus diffus, plus transnational et plus violent.

Une diplomatie en coulisses, mais continue

La Russie n'a jamais totalement coupé les ponts avec les talibans. Avant même leur retour au pouvoir à Kaboul en août 2021, Moscou avait déjà accueilli des délégations talibanes dans le cadre de négociations régionales. Depuis, les échanges se sont intensifiés : des émissaires talibans ont été aperçus lors du Forum économique de Saint-Petersbourg, et Sergueï Choïgou, actuel secrétaire du Conseil de sécurité russe, s'est rendu à Kaboul en décembre 2024 pour évoquer un renforcement de la coopération bilatérale.



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

Mian Media

Inform & Engage Africa

 Hamaniè

 Libula

 BRICS & CO

 De Novo

 ALMASI

 Sakaf'9

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



(+33) 7 55 89 00 81



(+225) 07 08 734 964



Paris - 34 Avenue Des Champs Elysées 75008
Abidjan - Rosiers Programme 2 - Villa 149

Nous sommes présents sur :



Visitez notre site internet
www.mianmedia.com